



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUEBEC, SAMEDI, 14 AOUT 1886.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2031

Nominations.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 10 août 1886.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil d'adjoindre Edouard Wilbrod Panet Larue, écuyer, notaire, résidant à Lévis, à la commission de la paix pour le district de Québec.

2779

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 31 juillet dernier (1886), de nommer le Rév. A. G. Upham, Montréal, membre du bureau protestant des commissaires d'écoles de Montréal, en remplacement du Rév. Dr. Stevenson, dont le terme d'office est expiré et qui désire ne plus faire partie de ce bureau.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 7 août 1886.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil de nommer Louis Duhamel, écuyer, médecin, de Hull, à la charge de registrateur du comté d'Ottawa, en remplacement de William Washburn, décédé.

2767

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 14th AUGUST, 1886.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2032

Appointments.

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 10th August, 1886.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to associate Edouard Wilbrod Panet Larue, esquire, notary, residing at Lévis, to the commission of the peace for the district of Quebec.

2780

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council dated the 31st July last, (1886), to appoint the Revd. A. G. Upham, Montreal, member of the Protestant Board of School Commissioners of Montreal, in the room and stead of the Revd. Dr. Stevenson, whose term of office has expired and who desires to retire from the board.

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 7th August, 1886.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in Council has been pleased to appoint Louis Duhamel, esquire, physician, of Hull, to the office of registrar of the county of Ottawa, in the room and stead of William Washburn, deceased.

2768

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 31 juillet dernier (1886), de nommer les messieurs dont les noms suivent, commissaires d'écoles pour la municipalité de Barford, dans le comté de Stanstead, savoir: Joseph Vandandaigne, en remplacement de W. O. Chamberlain et Joseph Carbonneau, en remplacement de Cyprien Patenaude, l'élection n'ayant pas eu lieu dans les délais fixés par la loi.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 31 juillet dernier (1886), de nommer Charles H. H. Wadleigh, écuyer, syndic des écoles dissidentes de Kingsey, dans le comté de Drummond, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré et aucune élection n'ayant eu lieu.

2743

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 4 août 1886.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil d'adjoindre les messieurs dont les noms suivent à la commission de la paix:

District de Montréal.—Andrew Scott Higgins, écuyer, de la cité de Montréal.

District de Saint-François.—Robert Mitchell, John W. Gamsby, Robert H. Tylee et Francis Bennett, écuyers, tous du township d'Ascot.

2747

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 4 août courant (1886), de nommer M. Joseph Gagnon, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Paul de la Croix, comté de Témiscouata, en remplacement de M. Edouard Caron.

2749

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de faire les nominations suivantes, savoir:

Commissaires d'écoles.

Comté de Gaspé, rang Saint-Paul (Barrachois).—M. Aubin Chicoine, en remplacement de Jacques Riel.

Comté de Portneuf, N.-D. de Montauban.—M. Honoré Lauzé, en remplacement de M. Téléphore St. Amant.

Comté de Richmond, Stoke.—M. Rémi Tremblay, en remplacement de M. John Guilmette.

2761

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil en date du 10 août courant (1886), de faire les nominations suivantes, savoir:

Syndics d'écoles.

Comté de Chateauguay, Saint-Malachie d'Ormatown.—M. John F. Smith, en remplacement de M. Patrick A. Donahue.

Comté des Deux-Montagnes, Saint-Canut No. 1.—M. James Ross McAdam, en remplacement de M. Robert Summerby.

Comté d'Ottawa, Low.—M. William Maxwell, en remplacement de lui-même, aucune élection n'ayant eu lieu.

2797

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council, dated 31st July last, (1886,) to appoint the following gentlemen school commissioners for the municipality of Barford, in the county of Stanstead, to wit: Joseph Vandandaigne, instead of W. O. Chamberlain and Joseph Carbonneau, instead of Cyprien Patenaude, the election not having taken place within the period fixed by law.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council dated the 31st July last, (1886,) to re-appoint Charles H. H. Wadleigh, esquire, trustee of the dissenting schools of Kingsey, in the county of Drummond, his term of office having expired and no election having taken place.

2744

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 4th August, 1886.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to associate the following gentlemen to the commission of the peace:

District of Montreal.—Andrew Scott Higgins, esquire, of the city of Montreal.

District of Saint-François.—Robert Mitchell, John W. Gamsby, Robert H. Tylee and Francis Bennett, esquires, all of the township of Ascot.

2748

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by an order in Council, dated the 4th August instant, (1886), to appoint Mr. Joseph Gagnon, school commissioner for the municipality of Saint Paul de la Croix, county of Témiscouata, instead of Mr. Edouard Caron.

2750

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to make the following appointments, to wit:

School Commissioners.

County of Gaspé, range of Saint Paul, (Barrachois).—Mr. Aubin Chicoine, instead of Mr. Jacques Riel.

County of Portneuf, N.-D. de Montauban.—Mr. Honoré Lauzé, instead of Mr. Téléphore St. Amant.

County of Richmond, Stoke.—Mr. Rémi Tremblay instead of Mr. John Guilmette.

2762

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in Council dated the 10th August instant (1886), to make the following appointments, to wit:

School trustees.

County of Chateauguay, Saint Malachie d'Ormatown.—Mr. John F. Smith, instead of Mr. Patrick A. Donahue.

County of Two Mountains, Saint Canut No. 1.—Mr. James Ross McAdam, instead of Mr. Robert Summerby.

County of Ottawa, Low.—Mr. William Maxwell, instead of himself, no election having taken place.

2798

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 10 août courant (1886), de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Comté de Gaspé, "Petit Cap."—M. François Bélan, en remplacement de M. Jean-Bte. Tapp.

Comté d'Ottawa, "Pointe à Gatineau."—M. L. P. Sylvain, en remplacement de lui-même, l'élection n'ayant pas eu lieu aux époques fixées par la loi.

Comté de Temiscouata, "Notre-Dame du Portage."—M. Edouard Thibault, en remplacement de M. Pascal Boucher et M. Bonaventure Boucher, en remplacement de lui-même. 2799

Proclamation.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

L. R. MASSON.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le NEUVIEME jour du mois d'AOUT dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-six, et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le neuvième jour du mois d'août mil huit cent quatre-vingt-six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoins d'être présents en Notre cité de Québec.

FAIÇHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdits, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre cité de Québec, LUNDI, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : l'ÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de la dite province de Québec, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-TROISIEME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-six, et de Notre Règne la cinquantième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
2725 3 Québec,

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in Council, dated the 10th August instant, (1886), to make the following appointments, to wit:

Schools commissioners.

County of Gaspé, "Petit Cap."—Mr. François Bélan, instead of Mr. Jean Bte. Tapp.

County of Ottawa, "Pointe à Gatineau."—Mr. L. P. Sylvain, instead of himself, the election not having taken place within the periods fixed by law.

County of Temiscouata, "Notre Dame du Portage."—Mr. Edouard Thibault, instead of Mr. Pascal Boucher and Mr. Bonaventure Boucher, instead of himself. 2800

Proclamation.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. R. MASSON.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the NINTH day of the month of AUGUST, one thousand eight hundred and eighty six, to have been commenced and held, and to every of you—GREETING :

A PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the ninth day of the month of August, one thousand eight hundred and eighty six, at which time, at Our city of Quebec, you were held and constrained.

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into considerations the case and convenience of Our Loving Subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you, and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you that on MONDAY, the TWENTY SEVENTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well Beloved the Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, member of Our Private Council for Canada.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY THIRD day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and eighty six, and in the fiftieth year of Our Reign.

By command,

L. H. HUOT,

Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

Avis du Gouvernement.

OFFICIERS PUBLICS INHABILES A AGIR
COMME CONSULS D'UN ETAT
ETRANGER.

SECRETARIAT D'ETAT.

Ottawa, 20 juillet 1886.

La dépêche circulaire ci-dessous, du très honorable secrétaire d'Etat pour les colonies, est publiée de nouveau pour l'information du public, par ordre de Son Excellence le gouverneur général en conseil.

J. A. CHAPLEAU,
Secrétaire d'Etat.

Le Très honorable secrétaire d'Etat pour les colonies à l'administrateur du gouvernement du Canada.
(Circulaire.)

DOWNING STREET,
24 octobre 1878.

MONSIEUR,—Une demande ayant été récemment faite de reconnaître un officier au service du gouvernement d'une des colonies comme consul d'un Etat étranger, j'ai l'honneur de vous informer que le gouvernement de Sa Majesté ne croit pas ces nominations désirables, et a décidé qu'à l'avenir il ne sera permis à aucun officier public d'agir en qualité de consul pour un Etat étranger.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre très humble serviteur,
M. E. HICKS BEACH.

A l'administrateur du
Gouvernement du Canada. 2763

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 4 août courant (1886), de détacher les lots Nos. 24, 25, 26, 27 et 28 du premier rang, et les lots Nos. 25, 26, 27 et 28 du second rang, de la municipalité de Clarendon, comté de Pontiac, et de les annexer à la municipalité de Portage du Fort, dans le même comté, pour les fins scolaires. 2781

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 4 août courant (1886), de détacher de la municipalité scolaire de Marston, comté de Compton, les lots suivants, savoir : les lots depuis No. 43 jusqu'à la fin dans les rangs sud-ouest, un, deux, trois, et les lots depuis le No. 49 jusqu'à la fin dans le rang un nord-est, tous du township de "Whitton," et les ré-annexer à la municipalité de "Whitton," dans le même comté, pour les fins scolaires. 2783

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en Conseil, en date du 10 août courant (1886), d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "municipalité du Grand Rang de la paroisse de Sainte-Mélanie," dans le comté de Joliette, l'arrondissement No. 1, de la paroisse de "Sainte-Mélanie," avec les limites suivantes, savoir : la deuxième concession de la dite paroisse de "Sainte-Mélanie," depuis No. 85 inclusivement du cadastre jusqu'au No. 126 aussi inclusivement, et la troisième concession de la dite paroisse, depuis le No. 127 inclusivement jusqu'au No. 167 inclusivement. 2817

Government Notices.

PUBLIC OFFICERS INELIGIBLE TO ACT IN A
CONSULAR CAPACITY FOR A FOREIGN
STATE.

DEPARTMENT OF THE SECRETARY OF STATE.

Ottawa, 20th July, 1886.

The following circular despatch from the Right Honourable Secretary of State for the Colonies is republished for general information, by command of His Excellency the Governor General in Council.

J. A. CHAPLEAU,
Secretary of State.

The Right Honourable the Secretary of State for the Colonies to the Officer administering the Government of Canada.
(Circular.)

DOWNING STREET,
24th October, 1878.

SIR,—An application having been recently made for the recognition of an Officer in the Government service of one of the Colonies as Consul of a Foreign State, I have the honour to inform you that Her Majesty's Government are of opinion that such appointments are undesirable, and have decided to make it the rule in future that a Public Officer will not be allowed to act in a consular capacity for a Foreign State.

I have the honor to be,
Sir,

Your most obedient, humble servant,
(Signed,) M. E. HICKS BEACH.

The Officer Administering
the Government of Canada. 2764

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council dated the 4th August instant, (1886,) to detach lots Nos. 24, 25, 26, 27 and 28 of the first range, and lots Nos. 25, 26, 27 and 28 of the second range, from the municipality of Clarendon, county of Pontiac, and to annex the same to the municipality of Portage du Fort, in the same county, for school purposes. 2782

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by an order in council dated the 4th August instant, (1886), to detach from the school municipality of Marston, county of Compton, the following lots, to wit : lots from No. 43, to the end in the south west ranges one, two, three, and the lots from No. 49 to the end in range one north east, all of the township of "Whitton," and to annex them to the municipality of "Whitton," in the same county, for school purposes. 2784

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in Council, dated the 10th August instant, (1886), to erect into a distinct school municipality, under the name of "municipalité du Grand Rang of the parish of Sainte Mélanie," in the county of Joliette, district No. 1, of the parish of "Sainte Mélanie," with the following limits, to wit : the second concession of the said parish of "Sainte Mélanie," from No. 85 inclusively of the cadastre to No. 126 also inclusively, and the third concession of the said parish from No. 127 inclusively to No. 167 inclusively. 2818

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 16 août, courant (1886), d'annexer pour les fins scolaires à la municipalité de Howick, dans le comté de Châteauguay, les lots suivants tels que que désignés sur le cadastre, savoir : les lots 89 à 99, 402 à 409, 444 à 448, tous inclusivement, de la paroisse de Sainte-Martine, et les lots 100 à 117, 342 à 359, 410 à 443, tous inclusivement, de la paroisse du Très Saint Sacrement, dans le même comté.

2803

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 10 août courant (1886), d'ériger en municipalité scolaire distincte le village du lac Weedon, dans le comté de Wolfe, avec les limites qui lui sont reconnues comme municipalité de village.

2801

49-50 VICT., CHAP. 25.

Acte pour amender la loi concernant l'instruction publique.

Sanctionné, le 21 juin 1886.

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 54 du chapitre 15 des statuts refondus pour le Bas-Canada, est amendée en remplaçant les mots : "Nulle telle corporation ne pourra aliéner aucune partie des biens possédés par elle, sans l'autorisation expresse du surintendant de l'éducation," dans le commencement de la dite section, par les mots suivants :

"Aucune corporation scolaire ne pourra hypothéquer, vendre, aliéner, ou échanger les biens lui appartenant, ni emprunter sur iceux, pour les fins scolaires, sans l'autorisation du surintendant de l'instruction publique, approuvée par le lieutenant gouverneur en conseil."

2. La section 77 du dit chapitre tel que amendé par la section 26 de l'acte 41 Victoria, chapitre 6, est de nouveau amendée en ajoutant après le paragraphe 3 de la dite section, la disposition suivante :

"Les commissaires ou syndics d'écoles, selon le cas, pourront aussi chaque année, avec l'autorisation du surintendant, exempter des contributions scolaires, tout contribuable résident, demeurant à plus de cinq milles de l'école de sa croyance religieuse la plus rapprochée, pourvu qu'il n'y envoie pas ses enfants."

Mais les propriétaires de lots non occupés ne peuvent, en aucun cas, se prévaloir de cette disposition.

3. Cet acte viendra en force le jour de sa sanction.

2787

49-50 VICT., CHAP. 21.

Acte pour amender le code municipal de la province de Québec.

Sanctionné le 21 juin 1886.

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le dit code est amendé en ajoutant après l'article 65, l'article suivant :

"65a. Toute municipalité rurale ayant une population de dix milles âmes, tel que constaté

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council dated the 10th August instant, (1886,) to annex for school purposes to the municipality of Howick, in the county of Châteauguay, the following lots as designated on the cadastre, to wit: lots 89 to 99, 402 to 409, 444 to 448; all inclusively, of the parish of Sainte Martine, and lots 100 to 117, 342 to 359, 410 to 443, all inclusively, of the parish of Très Saint Sacrement, in the same county.

2804

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council dated the 10th August instant, (1886,) to erect into a distinct school municipality, the village of Lake Weedon, in the county of Wolfe, with the same limits which it has as a village municipality.

2802

49-50 VICT., CHAP. 25.

An Act to amend the law respecting Public Instruction.

Assented to 21st June, 1886.

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. Section 54 of chapter 15 of the Consolidated Statutes for Lower Canada is amended by replacing the words : "No such corporation shall, without the express authority of the superintendent of education, alienate any portion of the property held by it," at the beginning of the said section, by the following words :

"No school corporation shall, without the authority of the superintendent of public instruction, approved by the Lieutenant Governor in Council, hypothecate, alienate, sell or exchange the property belonging to it, nor borrow money thereon for school purposes."

2. Section 77 of the said chapter, as amended by section 26 of the act 41 Victoria, chapter 6, is further amended by adding, after subsection 3 of the said section, the following provisions :

"The school commissioners or trustees, as the case may be, may also every year, with the authorization of the superintendent, exempt from school taxes any resident rate-payer living more than five miles from the nearest school of his religious belief, provided he does not send his children to such school ; but the proprietors of unoccupied lots cannot in any case take advantage of this provision."

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

2788

49-50 VICT., CHAP. 21.

An Act to amend the Municipal Code of the Province of Québec.

Assented to 21st June, 1886.

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. Article 33 of the Municipal Code, as amended by the act 45 Victoria, chapter 35, section 3, is further amended by adding after the word "parish" in the second line, the following words "or township."

2. The said code is amended by adding after article 65 the following article :

"65a. Every rural municipality having a population of six thousand souls, as established by the

par le dernier recensement générale ou par un recensement particulier; certifié par le maire ou le secrétaire trésorier; et sur la requête de la majorité en valeur des propriétaires de la dite municipalité, d'après le rôle d'évaluation alors en force, peut être érigé en municipalité de village, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, sur une résolution du conseil de la municipalité, énonçant qu'il est de l'intérêt des habitants de la localité que telle érection de village soit faite, pourvu, toutefois, que le territoire ne dépasse pas quarante-cinq arpents carrés, et que la dite résolution soit accompagnée d'un plan indiquant les bornes et limites de la municipalité.

Le territoire tel que délimité dans la proclamation, forme une municipalité de village, sous le nom qui lui est propre, à dater de la mise en force de la proclamation; mais les conseillers en office, restent en fonctions jusqu'à l'expiration de leur mandat, comme si telle érection n'eût pas eu lieu."

2. Le paragraphe 3 de l'article 291 du dit code, est amendé en ajoutant à la fin, les mots suivants :

"Ou à une date antérieure que tout conseil peut arrêter par règlement, pourvu que cette date ne soit pas fixée avant le quinze de décembre."

3. L'article 1000 du dit code est amendé en ajoutant après le dit article, l'alinéa suivant :

"Dans toute les procédés fait et adoptés pour parvenir à la vente, la corporation du comté n'est pas responsable des erreurs ou informalités commises par les municipalités locales contre lesquelles seules les tiers ont recours."

4. Le troisième alinéa de l'article 1080 du dit code tel que amendé par l'acte 41 Viet., chap. 18, sec. 38 est remplacé par les suivants :

"Les conseils de ces municipalités peuvent faire les dispositions qu'ils jugent les plus justes, quant à la confection et à l'entretien des clôtures le long des chemins municipaux, ou pour ordonner que ces clôtures et toutes celles faisant angles avec les clôtures de ces chemins municipaux jusqu'à une distance de vingt-cinq pieds, soient, durant une partie de l'année, tenues abattues jusqu'à douze pouces du sol."

Les règlements ou ordonnances peuvent être mis en force selon que les conseils le jugent plus équitable, soit en forçant les propriétaires de terrains adjacents à les faire ou à les abattre comme susdit, soit de toute autre manière.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux haies vives, aux piquets, clôtures éloignées de chemin de plus de vingt-cinq pieds, ni à celles qui ne peuvent être abattus ou relevées sans de grands frais."

2789

49-50 VICT. CHAP. 14.

Acte pour amender le code de procédure civile.

Sanctionné le 21 juin 1886.

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. L'article 224 du code de procédure civile est amendé en y ajoutant les paragraphes suivants :

"Lorsque l'assignation est faite à une compagnie incorporée, les réponses peuvent aussi être données par le président, le gérant, le secrétaire, le trésorier, ou tout autre officier ou employé de la compagnie, s'il est le porteur d'une autorisation générale à cet effet."

"Lorsque cette assignation est faite à une compagnie étrangère, faisant affaires en cette province, les réponses peuvent être aussi données par la personne qui est alors chargée de la conduite des opérations de la compagnie, quelle soit sa désignation ou son titre officiel; mais ces réponses peuvent aussi être données par toute personne spécialement autorisée à l'avance par une délibération du bureau des directeurs de telle

last general census or by a special census, certified by the mayor or secretary-treasurer, may be erected into a village municipality by proclamation of the Lieutenant-Governor in council, upon a resolution of the council of the municipality, setting forth that it is in the interest of the inhabitants of the locality that such erection into a village should take place; provided always that the territory does not exceed forty-five square arpents, and that such resolution be accompanied with a plan showing the metes and bounds of the municipality."

The territory, as described in the proclamation, forms a village municipality under its own name, dating from the coming into force of the proclamation; but the councillors in office remain so until the expiration of their term, as if the erection had not taken place."

3. Paragraph 3 of article 291 of the said code is amended by adding at the end thereof the following words: "or at a previous period which any council may fix by by-law, provided that such date be not fixed before the fifteenth of December."

4. Article 1000 of the said code is amended by adding after the said article the following paragraph :

"In all proceedings had and adopted to effect such sale, the county corporation shall not be responsible for the errors and informalities committed by local municipalities, against which alone shall third parties have recourse."

5. The third paragraph of article 1080 of the said code, as amended by the act 41 Victoria, chapter 18, section 38, is replaced by the following :

"The councils of these municipalities may make such provision as they deem the most equitable for the making and maintenance of the fences along municipal roads, or for ordering that such fences and all those making an angle with the fences of such municipal roads, for a distance of twenty five feet be, during part of the year, kept down within twelve inches of the ground."

Such by-laws or orders may be put into force as the councils may deem most equitable, either by compelling the proprietors of the adjacent lands to make such fences or to take them down or in any other manner."

These provisions do not apply to quick-set hedges, to picket fences or those at a greater distance than twenty five feet from the road, nor to those which cannot be taken down or replaced without great expense."

2790

49-50 VICT., CHAP. 14.

An Act to further amend the Code of Civil Procedure.

Assented to 21st June, 1886.

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislature of Quebec, enacts as follows :

1. Article 224 of the Code of Civil Procedure is amended by adding thereto the following paragraphs :

"When the service is made upon an incorporated company, the answers may also be given by the president, manager, secretary, treasurer or any other officer or employee of the company, if he holds a general authorization for that purpose."

When such service is made upon a foreign corporation carrying on business in this province, the answers may also be given by the person, who is at the time entrusted with carrying on the affairs of the company, whatever be his designation or official title; but such answers may also be given by any person specially authorized, by a resolution of the board of directors of such foreign corporation, to appear and answer for it, the

compagnie étrangère, à comparaître et donner pour elle les réponses aux interrogatoires qui peuvent lui être signifiées.

"Les réponses ainsi données sont aussi obligatoires pour la compagnie que si elles avaient été données en vertu d'une délibération spéciale de la compagnie, passée après la signification de l'ordre et des interrogatoires sur faits et articles."

2. L'article 617 du dit code est amendé en retranchant le dernier paragraphe et en lui substituant le paragraphe suivant :

"Lorsque la saisie-arrêt a lieu entre les mains d'une corporation, la déclaration est faite par un procureur ou par toute autre personne autorisée de la manière réglée à l'article 224, pour les réponses sur faits et articles."

2791

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Canton Price.

(2e rang.)

Lot No. 38, à Joseph Price.

Canton Delisle.

(1er rang.)

Lot No. 7, à George Duchesne.

(2e rang.)

Lot No. 13, à François Gauthier.

Lot No. 14, à Ernest Gauthier.

(3e rang.)

Lot No. 24, à Ths. Bergeron.

Isle d'Alma.

(1er rang.)

Lot No. 23, à Louis Lachance.

Canton Labarre.

(5e rang.)

Lot No. 7, à Chs. Delamarre.

Canton Bourget.

(1er rang.)

Lot No. 39, à Onézime Boucher.

Canton Simard.

(6e rang.)

Lots Nos. 24 et 25, à Isidore Plante.

Lot No. 26, à Jos. Brassard.

Canton Jonquière.

(8e rang.)

Lot No. 20, à Auguste Larouche.

Lot No. 23, à Jos. Gagné, fils de Michel.

E. E. TACHÉ,

Assistant Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,

Québec, 11 août 1886.

2777

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le Commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Adj. 5417.

Canton de Wentworth.

Vente de la partie Est du lot No. 2, dans le 7e rang, faite à Jane Murray, veuve de feu Sam. Reynolds.

Vente de la 1/2 Ouest du lot No. 20, dans le 7e rang, faite à Jacob Williams.

Vente de la 1/2 Ouest du lot No. 1, dans le 8e rang, faite à Robt. McCulloch.

interrogatories that may be served upon it.

The answers so given are as binding upon the company as if they had been given under a special resolution of the company passed after the service of the rule and interrogatories upon articulated facts.

2. Article 617 of the said code is amended by striking out the last paragraph thereof and replacing it by the following :

"When a seizure by garnishment is made in the hands of any corporation, the declaration is made by an attorney or by any other person authorized in the manner prescribed in article 224, for answers upon articulated facts."

2792

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the act 45 Vict., ch. 10, that 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Price.

(2nd range.)

Lot No. 38, to Joseph Price.

Township Delisle.

(1st range.)

Lot No. 7, to George Duchesne.

(2nd range.)

Lot No. 13, to François Gauthier.

Lot No. 14, to Ernest Gauthier.

(3rd range.)

Lot No. 24, to Ths. Bergeron.

Alma Island.

(1st range.)

Lot No. 23, to Louis Lachance.

Township Labarre.

(5th range.)

Lot No. 7, to Chs. Delamarre.

Township Bourget.

(1st range.)

Lot No. 39, to Onézime Boucher.

Township Simard.

(6th range.)

Lots Nos. 24 and 25, to Isidore Plante.

Lot No. 26, to Jos. Brassard.

Township Jonquière.

(8th range.)

Lot No. 20, to Auguste Larouche.

Lot No. 23, to Jos. Gagné, son of Michel.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissioner.

Department of Crown Lands,

Quebec, 11th August, 1886.

2778

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the act 45 Vict., ch. 10, that 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 5417.

Township of Wentworth.

Sale of the east part of lot No. 2, in the 7th range, made to Jane Murray, widow of late Sam. Reynolds.

Sale of west 1/2 of lot No. 20, in the 7th range, made to Jacob Williams.

Sale of west half of lot No. 1, in the 8th range, made to Robt. McCulloch.

Vente de la 1/2 Ouest du lot No. 20, dans le 8e rang, faite à Wm. Morrison.
 Vente de la 1/2 Est du lot No. 21, dans le 8e rang, faite à Joseph Clairoux.
 Vente du lot No. 15, dans le 9e rang, faite à Gédéon Laurin.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne.

Québec, 11 août 1886. 2785

Avis de demande d'érection de municipalité scolaire en vertu de la 41 Vict., chap. VI. Sec. 5.
 Eriger en municipalité scolaire sous le nom de Low Sud.

Les lots 25 à 34 inclusivement, 1er rang.

Les lots 36 à 45 inclusivement, 2e rang.

Les lots 33 à 41 inclusivement, 3e rang du canton de Low, comté d'Ottawa.

2683 2

PROVINCE DE QUEBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, que, 60 jours après la date de la dernière publication du présent avis, laquelle se fera deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques dont suit une liste :

Canton Awantjish.

(1er rang.)

Lot No. 40, à Joseph Charette.

Lot No. 41, à François Charette.

E. E. TACHE,

Assist. Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,

Québec, 5 août 1886. 2713 2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 29 juillet 1886.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Louis Abraham Wilfrid Guay, notaire, de la paroisse de Saint-Gervais, dans le comté de Bellechasse, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Désiré LaRue, en son vivant, notaire, de la dite paroisse de Saint-Gervais, en vertu des dispositions du Code du Notariat.

PH. J. JOLICEUR,

2655 3 Assistant-Secrétaire.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau ; l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit

Sale of west 1/2 of lot No. 20, in the 8th range, made to Wm. Morrison.

Sale of east 1/2 of lot No. 21, in the 8th range, made to Joseph Clairoux.

Sale of lot No. 15, in the 9th range, made to Gédéon Laurin.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,

Québec, 11th August, 1886. 2786

Notice of application to erect school municipality in virtue of 41 Vict., chap. VI. Sec. 5.

To erect into a school municipality under the name of South Low.

Lots 25 to 34 inclusive, 1st range.

Lots 36 to 45 inclusive, 2nd range.

Lots 33 to 41 inclusive, 3rd range of the township of Low, county of Ottawa.

2684

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, that, 60 days after the last publication of this notice, which will appear twice in the *Quebec Official Gazette*, the Commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Awantjish.

(1st range.)

Lot No. 40, to Joseph Charette.

Lot No. 41, to François Charette.

E. E. TACHE,

Assist. Commissioner.

Department of Crown Lands,

Québec, 5th August, 1886. 2714

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 29th July, 1886.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor, by Louis Abraham Wilfrid Guay, notary, of the parish of Saint Gervais, in the county of Bellechasse, whereby he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Désiré LaRue, in his lifetime, notary, of the said parish of Saint Gervais, pursuant to the provisions of the Notarial Code.

PH. J. JOLICEUR,

2656 Assistant Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament ; or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any

des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur les arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont tournant ou non, et les dimensions de ce pont tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment, les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 200 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,

2316

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills Privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut

matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of one hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,

2316

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition for any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passage, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans un district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition, et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 500 exemplaires en français et 350 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante ce tins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$100 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est ren-

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporations, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either or such newspapers in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2 per page of printed matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing; The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$100, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is

voje. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill, et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent, décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

L. DELORME,

2697 Greffier de l'Assemblée Législative

referred. Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. DELORME,

2698 Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.
No. 190.

Julienne Monette, de la ville de Salaberry de Valleyfield, dit district, épouse commune en biens de Joseph Vannier, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice contre son dit époux,

Demanderesse;

vs.

Le dit Joseph Vannier, Défendeur.

et

Toussaint Berthiaume, cultivateur, de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, dit district,

Tiers-saisi.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

SEERS & LAURENDEAU,

Procureurs de la Demanderesse.

Beauharnois, 10 août 1886.

2795

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du présent avis, une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes sous le grand sceau de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation sous le nom et dans le but ci-après mentionnés, à savoir:

1. Le nom proposé de la dite compagnie sera "The Quebec Worsted Company."

2. L'objet pour lequel son incorporation est demandée est de manifester et vendre des tissus en laine anglaise (worsted woolen) et en coton de toutes descriptions, et de la laine anglaise (worsted) cardée et torsée et de la laine filée.

3. L'endroit où les opérations de la dite compagnie se feront sera en la cité de Québec, et la principale place d'affaires sera en la dite cité.

4. Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de soixante mille piastres.

5. Le nombre d'actions de la dite compagnie sera de six cents, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6. Les noms au long, résidences et professions des requérants sont: Hon. James Gibb Ross, marchand, Hon. Pierre Garneau, marchand, George R. Renfrew, marchand, Robert Brodie, marchand, tous de Québec, et Miles Sowden, fabricant de machine, de la ville de Bradford, en Angleterre, lesquels tous seront les premiers directeurs de la compagnie.

Québec, 10 août 1886.

2819

Miscellaneous Notices.

Superior Court.—District of Beauharnois.
No. 190.

Julienne Monette, of the town of Salaberry of Valleyfield, said district, wife in common as to property of Joseph Vannier, of the same place, butcher, duly authorized to ester en justice against her said husband,

Plaintiff;

vs.

The said Joseph Vannier, Defendant.

and

Toussaint Berthiaume, of the parish of Saint Louis de Gonzague, said district,

Tiers-saisi.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

SEERS & LAURENDEAU,

Attorneys for Plaintiff.

Beauharnois, 10th August, 1886.

2796

Notice is hereby given that within one month from the last publication of the present notice, application will be made to the Lieutenant Governor in council for letters patent under the great seal of the province of Quebec, for a charter of incorporation under the name and for the purposes hereinafter set forth, namely:

1. The proposed corporate name of the said company is the "Quebec Worsted Company."

2. The object for which its incorporation is sought is the manufacture and sale of worsted woolen and cotton textures in all their branches and of worsted and woolen yarns.

3. The place where the operations of the said company, are to be carried on is the city of Québec, with the chief place of business in the said city.

4. The amount of the capital stock of the said company is to be sixty thousand dollars.

5. The number of shares in the said company is to be six hundred, and the amount of each share, one hundred dollars.

6. The names in full with the addresses and calling of each applicant are Hon. James Gibb Ross, merchant, Hon. Pierre Garneau, merchant, George R. Renfrew, merchant, Robert Brodie, merchant, all of Québec, and Miles Sowden, machine maker, of the town of Bradford, in England, all of whom are to be the first directors of the Company.

Québec, 10th August, 1886,

2820

Province de Québec }
District de Joliette.

Cour Supérieure

No. 1570.

Dame Josephite Chaurette, épouse de Nicolas Charron dit Ducharme, bourgeois, de la paroisse de Saint Félix de Valois, district de Joliette, a instituée contre son mari, une action en séparation de biens.

CHARLAND & TELLIER,

Avocat de la demanderesse.

Joliette, 4 août 1886.

2735 2

Dame Joséphine Lesage, épouse de Charles Cadotte, manufacturier de chaussures, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse;

vs.

Le dit Charles Cadotte.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce jour.

H. JEANNOTTE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 31 juillet 1886.

2687 2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite pour obtenir des lettres patentes incorporant "The Burton Brewery Company."

L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de faire de l'ail, bière et porter, le malt et manufacturer des eaux de soude aérifère, soda et autres breuvages.

La place d'affaires de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, en la province de Québec.

Le fonds social sera de cinquante mille piastres, divisé en mille actions de cinquante piastres chacune.

Les requérants sont : John Joseph Long, de Collingwood, Ontario, marchand, John Hopkins, de Collingwood, Ontario, comptable, Harry Hopkins, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, brasseur, William Menelans Hopkins, de Sherbrooke ausdit, maltier, et John Wright, de la cité de Toronto, Ontario, hôtelier.

Les dits John Joseph Long, Joseph Hopkins et Harry Hopkins, seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

HALL, WHITE & CATE,

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 3 août 1886.

2699 2

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Alexander Baptist, James Dean, Louis Alexander Dean, tous trois commerçants de bois, Alexander Houlston, avocat, et Robert Crammond Blair, médecin, tous cinq de la cité des Trois-Rivières, pour obtenir des lettres patentes les incorporant et d'autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie à être créée en corps politique et incorporé en vertu des dispositions de l'acte des compagnies à fonds social :

1. Le nom proposé de la dite compagnie sera "La Compagnie des Bois d'Ottawa." (The Ottawa Lumber Co.)

2. L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de faire le commerce de bois, l'exploitation de scieries et le commerce en général.

3. Le bureau d'affaires de la dite compagnie sera à ses scieries, dans le township de Grenville, sur la rivière Ottawa, dans le comté d'Argenteuil.

4. Le montant du fonds social est de cent cinquante mille piastres, divisé en quinze cents parts de cent piastres.

5. Les premiers directeurs de la compagnie seront les dits Alexander Baptist, James Dean et Alexander Houlston, tous sujets anglais et résidents au Canada.

HONAN & TOURIGNY,

Procureurs des Requérants.

Trois-Rivières, 2 août 1886.

2711 2

Province of Quebec, }
District of Joliette.

Superior Court.

No. 1570.

Dame Josephite Chaurette, wife of Nicolas Charron dit Ducharme, gentleman, of the parish of Saint Félix de Valois, district of Joliette, has instituted, against her husband, an action for separation as to property.

CHARLAND & TELLIER,

Attorneys for Plaintiff.

Joliette, 4th August, 1886.

2736

Dame Joséphine Lesage, wife of Charles Cadotte, boot and shoe manufacturer, of the city and district of Montreal, duly authorised to ester en justice,

Plaintiff;

vs.

The said Charles Cadotte.

An action for separation as to property has been this day instituted in this cause.

H. JEANNOTTE,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 31st July, 1886.

2688

Notice is hereby given that application will be made for letters patent to incorporate "The Burton Brewery Company."

The object for which incorporation is sought in the brewing of ale, beer and porter, malting, and carrying on the manufacture of aerated waters, soda and other beverages.

The place of business of the company will be in the city of Sherbrooke, in the province of Quebec.

Its capital stock will be fifty thousand dollars, divided into one thousand shares of fifty dollars each.

The applicants are: John Joseph Long, of Collingwood, Ontario, merchant, John Hopkins, of Collingwood, Ontario, accountant, Harry Hopkins, of the city of Sherbrooke, province of Quebec, brewer, William Menelans Hopkins, of Sherbrooke aforesaid, maltster, and John Wright, of the city of Toronto, Ontario, hotelkeeper.

The said John Joseph Long, John Hopkins and Harry Hopkins, are to be the first directors of the said company.

HALL, WHITE & CATE,

Sollicitors for applicants.

Sherbrooke, 3rd August, 1886.

2700

Public notice is hereby given that application will be made to the lieutenant governor of the province of Quebec, by Alexander Baptist, James Dean, Louis Alexander Dean, all three lumber merchants, Alexander Houlston, advocate, and Robert Crammond Blair, physician, all five of the city of Three Rivers, to obtain letters patent incorporating them and other persons who may become shareholders in the company to be created a body politic and incorporate under the provisions of the joint stock companies incorporation act:

1. The proposed name of the said company to be "The Ottawa Lumber Co."

2. The object for which the incorporation is sought is to carry on the lumbering business, the working of saw-mills, and trade in general.

3. The business office of the said company will be at its saw-mills, in the township of Grenville, on the river Ottawa, in the county of Argenteuil.

4. The amount of capital stock is one hundred and fifty thousand dollars, divided into fifteen hundred shares of one hundred dollars.

5. The first directors of the company are to be the said Alexander Baptist, James Dean and Alexander Houlston, all British subjects and residing in Canada.

HONAN & TOURIGNY,

Attorneys for petitioners.

Three Rivers, 2nd August, 1886.

2712

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, en Conseil, par Robert Reford, de la cité de Montréal, en la Province de Québec, marchand; John Dillon, de la dite cité de Montréal, marchand; Donald William Ross, de la Côte Saint-Antoine, en la dite Province, marchand; Alexander McLaurin, de East Templeton, en le comté d'Ottawa, en la dite Province, marchand de bois; et William Ross, de la cité de Londres, en Angleterre, marchand; pour obtenir des Lettres Patentes d'incorporation, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé en vertu des dispositions de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social.

Le nom de la compagnie proposée sera "The Charlemagne & Lac Ouareau Lumber Company" (limited.)

L'objet pour lequel l'incorporation de la dite compagnie est demandée, est de posséder des droits de coupe de bois, (limites à bois) de couper, acheter et manufacturer du bois de charpente, grand bois carré, badeaux et du bois manufacturé de toute description, et autres objets dans lesquels le bois de charpente ou le grand bois carré forme la principale partie ou y entre largement. De posséder, ériger et maintenir des moulins à scie et autres moulins nécessaires pour le but proposé. D'améliorer la rivière Lac Ouareau et ses tributaires, et de construire des digues, glissoires et autres travaux nécessaires pour le passage du bois. De placer des estacades et jetées et autres appareils nécessaires et constructions pour faire les affaires d'une manufacture pour le bois. De construire et posséder des bateaux nécessaires pour les susdites affaires. D'acheter, acquérir, posséder, vendre, hypothéquer des immeubles et d'en disposer autrement, droits de coupe de bois, pouvoir d'eau et autres privilèges, aussi acheter, posséder, vendre et faire les affaires de droits de coupe de bois, (limites à bois), immeubles, et l'érection des bâtisses de toute sorte.

La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal.

Le fonds social de la dite compagnie sera de deux cent mille piastres, divisé en deux mille actions de cent piastres chacune.

Les premiers directeurs de la compagnie seront les dits Robert Reford, John Dillon, Donald William Ross et Alexander McLaurin, lesquels sont tous sujets de Sa Majesté.

BETHUNE & BETHUNE,

Procureurs des Réquérants.

Montréal, 27 juillet 1886. 2617 3

Cour Supérieure.—District de Québec.

No. 621.

Eléonore Lauzon, épouse commune en biens de Narcisse Olivier Ruel, de Saint-Sauveur de Québec, marchand, dûment autorisée à ester en justice contre son dit époux,

Demanderesse;

vs.

Narcisse Olivier Ruel, marchand, de Saint-Sauveur de Québec, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

CORRIVEAU & PARÉ,

Procureurs de la Demanderesse.

9, rue Saint-Pierre, Québec, 15 juillet 1886. 2537 3

District de Montréal.—Cour Supérieure.

Dame Julie Racette, Demanderesse;

vs.

George Martineau, Défendeur. Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur ce jour.

F. L. SARRASIN,

Procureur de la Demanderesse.

Montréal, 20 juillet 1886. 2689 2

Public notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Robert Reford, of the city of Montreal, in the province of Quebec, merchant, John Dillon, of the said city of Montreal, merchant; Donald William Ross, of Côte Saint Antoine, in said province, merchant; Alexander McLaurin, of East Templeton, in the county of Ottawa, in said province, lumber merchant, and William Ross, of the city of London, in England, merchant, to obtain Letters Patent of incorporation, constituting them and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic under the provisions of the joint stock companies incorporation Act.

The name of the proposed company is "The Charlemagne & Lac Ouareau Lumber Company limited."

The object for which the incorporation of the said company is sought is the owning of timber limits, cutting, buying and manufacture of timber, lumber, shingles and every other description of wood manufacture, as well as every other manufacture of which timber or lumber forms the principal part or largely enters into. The owning and erection and maintenance of saw and other mills necessary in the above manufactures. The improvement of the river Lac Ouareau and its tributaries and the erection of dams, slides and other works necessary for the passage of timber. The laying down of booms and piers and other necessary fittings and erections for the proper carrying on of a lumber and manufacturing business. The building and owning of steamers, barges and boats necessary in the above business. The buying, acquiring, holding, selling, mortgaging and otherwise disposing of real estate, rights to cut timber, water and other privileges, also the buying owning, selling and dealing in timber limits, and real estate, and the erection of buildings, of all and every description.

The chief place of business of the said company will be in the said city of Montreal.

The capital stock of said company will be two hundred thousand dollars, divided into two thousand shares of one hundred dollars each.

The first directors of the company will be the said Robert Reford, John Dillon, Donald William Ross and Alexander McLaurin, all of whom are subjects of Her Majesty.

BETHUNE & BETHUNE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 27th July, 1886. 2618

Superior Court.—District of Quebec.

No. 621.

Eleonore Lauzon, wife in common as to property of Narcisse Olivier Ruel, of Saint Sauveur de Québec, merchant, duly authorized to ester en justice against her said husband,

Plaintiff

vs.

Narcisse Olivier Ruel, merchant, of Saint-Sauveur de Québec, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

CORRIVEAU & PARÉ,

Attorneys for Plaintiff.

9, Saint Pierre street, Québec, 15th July, 1886. 2538 2

District of Montreal.—Superior Court.

Dame Julie Racette, Plaintiff;

vs.

George Martineau, Defendant. An action in separation as to property has been instituted against the defendant to-day.

F. L. SARRASIN,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 20th July, 1886. 2690

Avis de Faillite.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No. 121.
In re: Charles Gingras et Hubert Morel, manu-
facturiers et entrepreneurs de la cité de
Montréal, Insolubles.
Je, soussigné, Jean Emmanuel Viger, commer-
çant de bois, de la cité de Montréal, ai été nommé
curateur aux biens des dits Charles Gingras et
Hubert Morel, par décision de l'honorable juge
Gill, en date du cinquième jour d'août courant.

Les créanciers des dits Charles Gingras & Hubert
Morel, sont requis de produire leurs réclamations
au bureau de J. T. R. Loranger, écuyer, avocats,
No. 1608, de la rue Notre-Dame, Montréal, dans
un délai de trente jours, à compter de la date du
présent avis.

JEAN EMMANUEL VIGER,
Curateur.
Montréal, 9 août 1886. 2771

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 121.
In re: Charles Gingras et Hubert Morel, manu-
facturiers et entrepreneurs, de la cité de Mont-
réal, Insolubles.
Avis public est par le présent donné que les
dits Charles Gingras et Hubert Morel, de Mont-
réal, et y faisant affaires sous les nom de Gingras
& Morel, ont fait ce jour cession de leurs biens
pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau
du protonotaire du district de Montréal.

JEAN EMMANUEL VIGER,
Gardien provisoire.
Montréal, 28 juillet 1886. 2773

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Charles David, de la cité de
Montréal, cordonnier, failli.
Nous, soussignés, David Seath et Geo. Daveluy,
curateur conjoint, dûment nommés aux biens du
susdit failli, donnons avis par le présent qu'un
bordereau de dividendes a été préparé en cette
affaire, conformément à l'article 772a du Code
de Procédure Civile, et toutes personnes sont
requis d'agir en conséquence.

Daté à Montréal, ce 14e jour d'août 1886.
DAVID SEATH,
GEO. DAVELUY,
Curateur conjoint.
96 et 98, rue Saint Jacques. 2755

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Joseph Reid *et al.*, faillis.
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
jugement de l'honorable juge G. C. V. Buchanan,
le vingt-sixième jour de novembre dernier 1885,
j'ai été nommé curateur des biens de Joseph Reid
et al.
Toutes réclamations en cette affaire doivent
être déposées devant moi dûment assermentées
sous trente jours.

Daté à Bedford, ce 6e jour d'août 1886.
JAMES CROTHERS,
Curateur.
5759

Province de Québec, }
District des Terrebbonne. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de J. B. Gascon, de la ville de Saint-
Jérôme, failli.
Nous, soussignés, David Seath et Geo. Daveluy,
curateur conjoint, dûment nommés aux biens du
susdit failli, donnons avis par le présent qu'un
bordereau de dividendes a été préparé en cette

Bankrupt Notices.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 121.
In re: Charles Gingras and Hubert Morel, manu-
facturers and contractors of the city of Montreal,
Insolvents.
I, the undersigned, Jean Emmanuel Viger,
wood merchant, of the city of Montreal, have been
appointed curator of the estate of said Charles
Gingras & Hubert Morel, in virtue of a decision
of the Honorable justice Gill, on the fifth day of
August instant.

The creditors of the said Charles Gingras &
Hubert Morel, are requested to file their claims
at the office of J. T. R. Loranger, esquire, advocate,
No. 1608, Notre-Dame street, Montreal, within a
delay of thirty days from the date of the insertion
of the present notice.

JEAN EMMANUEL VIGER,
Curator.
Montreal, 9th August, 1886. 2772

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 121.
In re: Charles Gingras and Hubert Morel, manu-
facturers and contractors, of Montreal, Insol-
vents.
Notice is hereby given that the said Charles
Gingras and Hubert Morel, of Montreal, doing
business under the name of Gingras & Morel,
have this day made an assignment of their estates
at the office of the prothonotary of the district of
Montreal.

JEAN EMMANUEL VIGER,
Provisional guardian.
Montreal, 28th July, 1886. 2774

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Charles David, of the city of
Montreal, shoemaker, an Insolvent.
We, the undersigned, David Seath and Geo.
Daveluy, joint curator, duly appointed to the
property of the above named Insolvent, do
hereby give notice that a dividend sheet has been
prepared in this matter, pursuant to article 772a
of the Code of Civil Procedure, and that all per-
sons are required to govern themselves accord-
ingly.

Dated at Montreal, this 14th day of August, 1886.
DAVID SEATH,
GEO. DAVELUY,
Joint curator.
96 and 98, Saint James street. 2756

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
In the matter of Joseph Reid *et al.*, Insolvents.
Notice is hereby given in virtue of a judgment
of the Honorable judge G. C. V. Buchanan, that
on the twenty sixth day of November last, (1885),
it was duly appointed curator to the estate of
Joseph Reid *et al.*

All claims against this estate must be filed with
me duly attested within thirty days.

Dated at Bedford, this 6th day of August, 1886.
JAMES CROTHERS,
Curator.
2760

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
In the matter of J. B. Gascon, of the town of Saint
Jérôme, an Insolvent.
We, the undersigned, David Seath and Geo.
Daveluy, joint curator duly appointed to the
property of the above Insolvent do hereby give
notice that a dividend sheet has been prepared in

affaire, conformément à l'article 772a du code de procédure civile, et toutes personnes sont requises d'agir en conséquence.

Daté à Montréal, ce 14^e jour d'août 1886.

DAVID SEATH,
GEO. DAVELUY,
Curateur conjoint.

96 et 98, rue Saint-Jacques.

2757

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Magloire Gascon, de la ville de Saint-Jérôme, failli.

Nous, soussignés, John Ogilvie et W. R. Adams, curateur conjoint, dûment nommés aux biens du dit failli, donnons avis par le présent qu'un bordereau de dividendes a été préparé conformément à l'article 772a, du Code de Procédure Civile, et toutes personnes sont requises d'agir en conséquence.

Daté à Montréal, ce 14^e jour d'août 1886.

JOHN OGILVIE,
W. R. ADAMS,
Curateur-conjoint.

Bureau de A. W. Ogilvie & Co., Montréal. 2745

this matter, pursuant to article 772a of the code of civil procedure, and that all persons are required to govern themselves accordingly.

Dated at Montreal, this 14th day of August, 1886.

DAVID SEATH,
GEO. DAVELUY,
Joint curator.

Joint curator.

96 and 98, Saint James street.

2758

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*

In the matter of Magloire Gascon, of the town of Saint Jerome, an Insolvent.

We, the undersigned, John Ogilvie and W. R. Adams, the joint curator duly appointed to the property of the said insolvent, do hereby give notice that a dividend sheet has been prepared, pursuant to article 772a of the Code of Civil Procedure, and that all persons are required to govern themselves accordingly.

Dated at Montreal, this 14th day of August, 1886.

JOHN OGILVIE,
W. R. ADAMS,
Joint Curator.

Joint Curator.

Office of A. W. Ogilvie & Co., Montreal. 2745

**Ventes d'immeubles en vertu de
"l'Acte pour amender le Code de
Procédure Civile, en ce qui concerne
la cession de biens."**

Cour Supérieure—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **DANS** l'affaire de
No. 4. } Petry et Beaubien,
faillis, et Frédéric Billingsley, curateur.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les immeubles sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps, dans les six jours après le rapport du mandat, savoir :

1. Un moulin à scie, à vapeur, situé en le canton de Weedon, en le district de Saint-François, comprenant l'engin, bouilloire et machines, sur une partie du lot numéro vingt-six, dans le sixième rang du dit canton de Weedon, comprenant environ deux cents pieds carrés, et cette partie du dit lot, deux cents pieds carrés, est celle sur laquelle est érigé le dit moulin à scie—ensemble avec toutes les appartenances qui s'y trouvent.

2. Les lots numéros vingt-neuf, trente et trente-et-un, dans le premier rang nord-est du canton de Stratford, en le dit district de Saint-François.

3. Les lots numéros vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit et vingt-neuf, dans le deuxième rang sud-ouest du dit canton de Stratford.

4. Le lot numéro vingt-quatre, dans le troisième rang sud-ouest du dit canton de Stratford.

5. Les lots numéros vingt-cinq, vingt-six et vingt-sept, dans le neuvième rang du canton de Weedon.

6. Cette partie du lot numéro vingt-six, dans le sixième rang du canton de Weedon, décrite comme suit : deux cents pieds de largeur de la ligne de borne des sixième et septième rangs sur trois cents cinquante pieds, plus ou moins ; de

**Sales of Real Estate under "An Act
to amend the Code of Civil Procedure,
in so far as it concerns abandonment
of property."**

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **IN** the matter of Petry
No. 4. } and Beaubien, Insol-
vents, and Frederick Billingsley, Curator.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the immovables hereinafter described will be sold at the time and place mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale are required to be filed with the undersigned, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ, to wit :

1. A certain steam saw mill, situate in the township of Weedon, in the district of Saint Francis, including engine, boiler and machinery, being part of lot number twenty six, in the sixth range of the said township of Weedon, comprising about two hundred feet square, and that part of the said lot two hundred feet square whereon the said saw mill is erected—together with all the appurtenances belonging thereto.

2. The lots numbers twenty-nine, thirty and thirty one, in the first range north-east of the township of Stratford, in said district of Saint Francis.

3. Lots numbers twenty five, twenty six, twenty seven, twenty eight and twenty nine, in the second range south west of the said township of Stratford.

4. The lot number twenty four, in the third range south west of the said township of Stratford.

5. The lots numbers twenty five, twenty six and twenty seven, in the ninth range of the township of Weedon.

6. That part of the lot number twenty six, in the sixth range of the township of Weedon, described as follows : two hundred feet in width from the boundary line of the sixth and seventh ranges by three hundred and fifty feet, more or

profondeur, le tout mesure anglaise; bornée à un bout par la dite ligne entre les sixième et septième rangs, à l'autre bout d'un côté par la rivière, et de l'autre côté à un poteau sur la propriété de Clark à environ deux cent soixante et dix-huit pieds de la dite ligne, mesure anglaise, au nord-est par le lot de Joseph Lucier, et au sud-ouest par François Brière ou représentants.

7. Cette partie du lot numéro vingt-six, dans le sixième rang de Weedon susdit, contenant deux arpents en superficie, plus ou moins, bornée à un bout par la ligne entre les sixième et septième rangs, à l'autre bout par le chemin verbalisé qui conduit au Moulin, d'un côté partie par le lot de Onésime Savard et les représentants de Price Brothers & Co., et au bout par la terre de François Brière, c'est-à-dire par le fossé depuis la ligne, lequel se continue jusqu'au susdit chemin du Moulin—avec la maison, étable, remise sus-érigées.

8. Cette partie du lot numéro vingt-six, dans le septième rang de Weedon susdit, contenant trois quarts d'arpent de largeur sur trois quarts d'arpent de profondeur, plus un moins; bornée à un bout par la terre des dits Petry et Beaubien, et à l'autre bout par le chemin de fer Québec-Central, et du côté nord par la terre des dits Petry et Beaubien, et du côté sud-ouest par la terre de Joseph Lucier.

9. Cette partie du lot numéro vingt-six, dans le septième rang de Weedon susdit, quatre-vingt-huit pieds de largeur sur cent cinquante pieds de profondeur ou environ, plus ou moins; bornée en front par le chemin de la Reine, en arrière par la terre de Léandre Gagnon, et des deux côtés par la terre du dit Lucier—avec la maison et autres bâtiments sus-érigées.

10. Une autre partie du dit lot numéro vingt-six, dans le dit septième rang de Weedon susdit, mesurant vingt pieds de largeur sur quatre-vingt pieds de profondeur; bornée à un bout par la terre de J. E. Caron, et des deux côtés par le dit Léandre Gagnon.

11. Cette partie du lot numéro vingt-sept, dans le sixième rang de Weedon susdit, ayant deux arpents et demi de largeur sur un demi arpent de profondeur; bornée d'un côté au sud-ouest par la terre de Petry et Beaubien, et de l'autre côté au nord-est par la terre de Cyrille Lucier, et à un bout par la rivière, et à l'autre bout par la terre de Joseph Lucier.

12. Cette partie du même lot en dernier lieu mentionné, d'un demi arpent de largeur, plus ou moins deux arpents de profondeur; bornée d'un côté par la terre de Price Brothers & Co., ou leurs représentants, et de l'autre côté par la terre du dit Lucier, à un bout par la ligne du sixième rang, et à l'autre bout par la terre des dits Price Brothers & Co.

13. Cette partie du lot numéro vingt-sept, dans le septième rang de Weedon susdit, étant d'un arpent de longueur sur trois quarts d'arpent de largeur; et bornée à un bout par la ligne des terres, à l'autre bout par le terrain du chemin de fer Québec Central, et des deux côtés par la terre de Joseph Lucier.

14. Cette partie du lot numéro sept, dans le cinquième rang du canton de Winslow, en le dit district de Saint-François, ayant un arpent en superficie à prendre de chaque côté de la Rivière Maskinongé, à l'endroit où une écluse est construite par les dits Price Brothers & Co.

15. Cette partie du lot numéro vingt-six, dans le septième rang du dit canton de Weedon, ayant vingt pieds de largeur sur quatre-vingt pieds de profondeur; bornée par la terre de J. E. Caron ou représentants, et à l'autre bout et des deux côtés par la terre de Léandre Gagnon ou ses représentants.

16. La partie nord-est du lot numéro vingt-trois, dans le neuvième rang du dit canton de Weedon, ayant six acres de largeur sur vingt acres de pro-

less, in length, the whole english measure; bounded at one end by the said line between the sixth and seventh ranges, to the other end on one side by the river, and on the other side ending at a post on Clark's property to about two hundred and seventy eight feet from the said line, english measure, on the north east by the lot of Joseph Lucier, and on the south west by François Brière or representatives.

7. That part of the lot number twenty six, in the sixth range of Weedon aforesaid, containing two arpents in superficies, more or less; bounded at one end by the line of lands between the sixth and seventh ranges, to the other end by the verbalized road which leads to the mill, on one side partly by the lot of Onésime Savard and the representatives of Price Brothers & Co., and at the end by land of François Brière, that is to say by the ditch from the line and which leads to the mill road aforesaid—with the house, stable and shed thereon erected.

8. That part of the lot number twenty six, in the seventh range of Weedon aforesaid, containing three quarters of an arpent in width by three quarters of an arpent in length, more or less; bounded at one end by land owned by the said Petry and Beaubien, at the other end by the Quebec Central railway, and on the north side by land of the said Petry and Beaubien, and on the south west side by land of Joseph Lucier.

9. That part of the lot number twenty six, in the seventh range of Weedon aforesaid, eighty eight feet in width by one hundred and fifty feet in length or thereabouts, more or less; bounded in front by the Queen's highway, in rear by the land of Léandre Gagnon, and on both sides by the land of said Lucier—with the house and other buildings thereon erected.

10. Another portion of the said lot number twenty six, in the said seventh range of Weedon aforesaid, measuring twenty feet in breadth by eighty feet in length; bounded at one end by land of J. E. Caron, and on both sides by the said Léandre Gagnon.

11. That part of the lot number twenty seven, in the sixth range of Weedon aforesaid, being two and a half arpents in width by half an arpent in length; bounded on one side to the south west by land of Petry and Beaubien, and on the other side to the north east by land of Cyrille Lucier, and at one end by the river, and at the other end by land of Joseph Lucier.

12. That part of the same lot last mentioned, being half an arpent more or less in width, by two arpents in length; bounded on one side by land of Price Brothers & Co., or their representatives, and on the other side by land of the said Lucier, at one end by the line of the sixth range, and at the other end by land of the said Price Brothers & Co.

13. That part of the lot number twenty seven, in the seventh range of Weedon aforesaid, being one arpent in length by three quarters of an arpent in width; and bounded at one end by the line of the lands, at the other end by the land of the Quebec Central Railway, and on both sides by the land of Joseph Lucier.

14. That part of lot number seven, in the fifth range of the township of Winslow, in said district of Saint Francis, being one arpent in superficies to be taken on each side of the River Maskinongé, at the place where is built a dam by the said Price Brothers & Co.

15. That part of the lot number twenty six, in the seventh range of the said township of Weedon, being twenty feet in width by eighty feet in length; and bounded by land of J. E. Caron or representatives, and at the other end and on both sides by land of Léandre Gagnon or his representatives.

16. The north east part of the lot number twenty three, in the ninth range of the said township of Weedon, being six acres in breadth by

fondeur, et contenant suivant mesure cent cinquante acres, plus ou moins.

17. Le lot numéro vingt-trois, dans le huitième rang du canton de Weedon susdit, et contenant deux cents acres, plus ou moins.

18. Le lot numéro quatre-vingt quinze, dans le troisième rang nord-ouest du canton de Winslow.

19. Les lots numéros vingt-trois, vingt-quatre et vingt-cinq, dans le quatrième rang sud-ouest de Winslow.

20. La moitié sud-est du lot numéro vingt-quatre, dans le dixième rang du dit canton de Weedon.

21. La moitié sud-est du lot numéro vingt-cinq, dans le dixième rang de Weedon susdit.

22. La moitié sud-est du lot numéro vingt-six, dans le dit dixième rang de Weedon susdit, lesquels dits lots vingtièmement, vingt-uniquement et vingt-deuxièmement ici mentionnés, font actuellement partie du canton de Ham Sud.

23. Le lot numéro dix-huit, dans le quatrième rang sud-ouest du canton de Stratford, en le dit district.

24. Les lots numéros cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six et cinquante-sept, dans le deuxième rang nord-est du dit canton de Stratford.

Tous les lots et morceaux de terre situés dans les cantons de Weedon et Stratford, seront vendus au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Wolfe, à Ham Sud, en le dit district de Saint-François, le VINGTIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi; et les morceaux de terre situés en le canton de Winslow, seront vendus au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Compton, en le village de Cookshire, en le dit district, le VINGT-UNIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit brel de curateur rapportable le ou avant le premier jour de septembre prochain.

G. F. BOWEN,

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 12 juin 1886.

Shérif.
2165 8

[Première publication, 19 juin 1886.]

Licitation.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières, le dix-huitième jour de juin courant (1886), dans une cause portant le No. 294, des dossiers de la Cour Supérieure, siégeant dans et pour le district des Trois-Rivières, dans laquelle Alfred Morasse, journalier, de Los Angeles, dans l'Etat de Californie, un des Etats-Unis d'Amérique, et Eloise Morasse, épouse de Joseph Auger, journalier, de Menomonee, dans l'Etat de Michigan, un des Etats susdits, et le dit Joseph Auger, pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, sont Demandeurs; contre Octave Dufresne, de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, et Dame Emma Morasse, de la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska, veuve de feu Charles Baril, en son vivant, du même lieu, tant en sa qualité personnelle qu'en sa qualité de curatrice dûment élue en justice à Napoléon Morasse, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir: "Une terre d'un arpent et demi de front sur quarante arpents de profondeur, sise et située en la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, à la troisième concession; bornée comme suit, savoir: par devant au nord aux terres du second rang, et par derrière en profondeur aux terres du quatrième rang, joignant d'un côté au sud-ouest à Michel Paris, et d'autre côté au nord-est à Joseph

twenty acres in length, and containing by admeasurement one hundred and fifty acres, more or less.

17. Lot number twenty three, in the eighth range of the township of Weedon aforesaid, and containing two hundred acres, more or less.

18. Lot number ninety five, in the third north west range of the township of Winslow.

19. Lots numbers twenty three, twenty four and twenty five, in the fourth south west range of Winslow.

20. The south east half of the lot number twenty four, in the tenth range of the said township of Weedon.

21. The south east half of the lot number twenty five, in the said tenth range of Weedon aforesaid.

22. The south east half of the lot number twenty six, in the said tenth range of Weedon aforesaid, and which said lots twentiethly, twenty firstly and twenty secondly herein mentioned, actually form part of the township of South Ham

23. Lot number eighteen, in the fourth range south west of the township of Stratford, in said district.

24. Lots numbers fifty four, fifty five, fifty six and fifty seven, in the second range north east of the said township of Stratford.

All the lots and parcels of land in the townships of Weedon and Stratford, to be sold at the registry office of the registration division of the county of Wolfe, at South Ham, in said district of Saint Francis, on the TWENTIETH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon; and the parcels of land in the township of Winslow, to be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in said district, on the TWENTY FIRST day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said curator's warrant returnable on or before the first day of September next.

G. F. BOWEN,

Sheriff's Office,
Sherbrooke, 12th June, 1886.

Sheriff
2166

[First published, 19th June, 1886.]

Licitation.

LICITATION.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Three Rivers, in the district of Three Rivers, on the eighteenth day of June instant, (1886), in a cause numbered 294, of the records of the Superior Court, sitting in and for the district of Three Rivers, wherein Alfred Morasse, laborer, of Los Angeles, in the State of California, one of the United States of America, and Eloise Morasse, wife of Joseph Auger, laborer, of Menomonee, in the State of Michigan, one of the States aforesaid, and the said Joseph Auger, to authorize and assist his said wife for the purposes of these presents, are Plaintiffs; against Octave Dufresne, of the parish of Saint Pierre les Becquets, and Dame Emma Morasse, of the parish of Saint Norbert d'Arthabaska, widow of the late Charles Baril, in his lifetime, of the same place, as well in her personal quality as in her quality of curatrix appointed in due course of law to Napoléon Morasse, are Defendants, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit: "A land of one arpent and a half in front by forty arpents in depth, situate and being in the parish of Saint Pierre les Becquets, in the third concession; bounded as follows, to wit: in front to the north by the lands of the second range, and in rear in depth by the lands of the fourth range, adjoining on one side to the south west to Michel Paris, and on the other side

Jacques—avec bâtisses, lequel immeuble est maintenant connu et désigné comme étant la juste moitié sud-ouest du lot (No. 284) deux cent quatre-vingt-quatre, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Pierre les Becquets.

Le dit immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus haut offrant et dernier enchérisseur, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt six, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience de la dite cour, de la dite cité des Trois-Rivières; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier de charge, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par la dite partie de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront orcloes du droit de le faire.

HONAN & TOURIGNY,
Avocats des Demandeurs.

Trois-Rivières, 22 juin 1886. 2461 2
[Première publication, 17 juillet 1886.]

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Trois-Rivières, dans le district des Trois-Rivières, le premier jour de juin, mil huit cent quatre-vingt six (1886), dans une cause portant le No. 202, des dossiers de la Cour Supérieure, siégeant dans et pour le district des Trois-Rivières, dans laquelle Victor Dessert, hôtelier, de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, est Demandeur; contre François Cloutier, de la paroisse de Sainte-Perpétue, est Défendeur, et Joseph Thérien, père, de Manchester, dans le New-Hampshire, un des Etats-Unis d'Amérique, est mis en cause, et le dit François Cloutier, est Demandeur en garantie, et Moïse Thérien, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Perpétue, est Défendeur en garantie, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir: "la moitié nord-est d'un lot de terre situé sur l'Isle à la Fourche, dans la paroisse de Sainte-Perpétue, désigné le dit lot en son entier comme étant le lot numéro soixante-treize, du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse dans le comté de Nicolet."

Le dit immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus haut offrant et dernier enchérisseur, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt six, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience de la dite cour, de la dite cité des Trois-Rivières. Sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier de charge déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les dites parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

HONAN & TOURIGNY,
Avocats des Demandeurs.

Trois-Rivières, 22 juin 1886. 2463 2
[Première publication, 17 juillet 1886.]

to the north east to Joseph Jacques—with build ings, which immovable is now known and designated as being the exact south west half of lot (No. 284) two hundred and eighty four, on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Saint Pierre les Becquets."

The said property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTIETH day of the month of SEPTEMBER, one thousand eight hundred and eighty six, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the said court, in the said city of Three Rivers; subject to the charges, clauses and conditions in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

HONAN & TOURIGNY,
Attorneys for Plaintiffs.

Three Rivers, 22nd June, 1886. 2462
[First published, 17th July, 1886.]

LICITATION.

Public notice is hereby given that in and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Three Rivers, in the district of Three Rivers, on the first day of June, one thousand eight hundred and eighty six (1886), in a cause numbered 202, of the records of the Superior Court, sitting in and for the district of Three Rivers, wherein Victor Dessert, hotel-keeper, of the parish of Saint Guillaume d'Upton, is Plaintiff; against François Cloutier, of the parish of Sainte Perpétue, is Defendant, and Joseph Thérien, senior, of Manchester, in New Hampshire, one of the United States of America, is *mis en cause*, and the said François Cloutier, is Plaintiff as warranty, and Moïse Thérien, farmer, of the parish of Sainte Perpétue, is Defendant as warranty, ordering the licitation of a certain immovable, described as follows, to wit: "The north east half of a lot of land situate on the Island of La Fourche, in the parish of Sainte Perpétue, the said lot described in its entirety as being lot number seventy three, of the registration cadastre for the said parish, in the county of Nicolet."

The said immovable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER, one thousand eight hundred and eighty six, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting in the court, in the court room of the said court, at the said city of Three Rivers; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and all oppositions for payment must be filed within six days next after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

HONAN & TOURIGNY,
Attorneys for Plaintiffs.

Three Rivers, 22nd June, 1886. 2464
[First published, 17th July, 1886.]

Ratification.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1879.

Ex-parte :—La succession testamentaire de feu l'honorable Joseph Masson,

Requérante pour ratification de titre ;

Avis est par les présentes donné au public qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure dans ce district, un acte de *Dation en paiement* fait et passé à Montréal, devant maître O. Marin, notaire, le 22 juillet 1886, par Demoiselle Marie Cécile Hermine Hubert, célibataire majeure, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, partie au dit acte de première part, et

1. L'honorable Louis François Rodrigue Masson, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, résidant à Spencer Wood, dans le district de Québec ;

2. Louis Hugh Robertson Masson, écuyer, bourgeois, de la cité de Montréal ;

3. Sir Antoine Aimé Dorion, juge en chef de la Cour du Banc de la Reine, en cette province, demeurant en la dite cité de Montréal ;

4. Edmond Julien Barbeau, écuyer, de la dite cité de Montréal, directeur du Crédit Foncier Franco-Canadien ;

5. Alphonse Desjardins, écuyer, avocat et membre de la Chambre des Communes du Canada, demeurant en la dite cité de Montréal, tous cinq agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et administrateurs des biens de la succession de feu l'honorable Joseph Masson, en son vivant, marchand, de la dite cité de Montréal, représentés et agissant au dit acte par les dits Messieurs Louis Hugh Robertson Masson, Edmond Julien Barbeau et Alphonse Desjardins, formant la majorité des dits exécuteurs testamentaires, et tous trois dûment autorisés pour l'effet du dit acte par le testament solennel du dit feu Honorable Joseph Masson, reçu devant M. Joseph Belle et son collègue, notaires, le 21 décembre 1845, parties au susdit acte de deuxième part ; et par lequel dit acte, la dite Demoiselle Hubert a reconnu avoir donné en paiement aux termes, clauses et conditions y énoncés, et a cédé et abandonné à la succession testamentaire du dit feu Honorable Joseph Masson, ce acceptant par les dits exécuteurs testamentaires, l'immeuble suivant, savoir :

" Un lot de terre ou emplacement situé dans le quartier Saint-Louis, de la dite cité de Montréal, étant la partie sud-ouest du numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (898), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, la dite partie du lot maintenant décrite et donnée en paiement, contenant cent soixante et dix-huit pieds de largeur sur deux cent quarante huit pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins ; bornée en front, au sud-est par la rue Sherbrooke, en arrière au nord-ouest par le lot numéro 900, du côté sud-ouest par la rue Sainte-Elizabeth, et du côté nord-est par l'autre partie du dit lot No. 898, appartenant aux Sœurs du Bon-Pasteur—avec une maison en pierre et en brique érigée sur le dit lopin de terre et autres bâtiments de dépendances ; " et possédée par feu René Auguste Richard Hubert, en son vivant, protonotaire de la dite Cour Supérieure, pour l'avoir acquis de William McKinnan, le vingtième jour de juillet 1865, et ensuite par la dite Demoiselle Marie Cécile Hermine Hubert, devenue propriétaire du dit immeuble comme héritière du dit feu René Auguste Richard Hubert, son père, décédé *ab intestat*, le 17 juin 1884, les frères et sœurs de la dite Marie Cécile Hermine Hubert, au nombre de sept, ayant renoncé à la succession du dit M. Hubert, leur père, par acte à cet effet

Ratification.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1879.

Ex-parte :—The testamentary estate of the late honorable Joseph Masson,

Petitioners for ratification of title.

Public notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Montreal, a deed of *Dation en paiement* made and executed in Montreal, before M^{rs}. O. Marin, notary, on the 22nd July, 1886, by Miss Marie Cécile Hermine Hubert, spinster, of the city of Montreal, in the district of Montreal, party to the said deed of the one part, and

1. The Honorable Louis François Rodrigue Masson, Lieutenant Governor of the province of Quebec, residing at Spencer Wood, in the district of Quebec ;

2. Louis Hugh Robertson Masson, esquire, gentleman, of the city of Montreal ;

3. Sir Antoine Aimé Dorion, chief justice of the court of Queen's Bench, in this province, residing in the said city of Montreal ;

4. Edmond Julien Barbeau, esquire, of the said city of Montreal, director of the Credit-Foncier Franco-Canadien ;

5. Alphonse Desjardins, esquire, advocate and member of the House of Commons of Canada, residing in the said city of Montreal, all five acting in their quality of testamentary executors and administrators of the estate of the late Honorable Joseph Masson, in his lifetime, merchant, of the said city of Montreal, represented and acting to the said deed by the said Messrs. Louis Hugh Robertson Masson, Edmond Julien Barbeau and Alphonse Desjardins, forming the majority of the said testamentary executors, and all three duly authorized to the effect of the said deed by the last will and testament of the said late Honorable Joseph Masson, passed before M^{re}. Joseph Belle and his colleague, notaries, on the 21st December, 1845, parties to the said deed of the other part ; and by which said deed the said Miss Hubert has acknowledged to have given in payment under the terms, clauses and conditions therein set forth, and has ceded and abandoned to the testamentary estate of the said late honorable Joseph Masson, accepting thereof by the said testamentary executors, the following immoveable property, to wit :

" A lot of ground or emplacement situate in the Saint Louis ward, of the said city of Montreal, being the south west part of number eight hundred and ninety eight (898), of the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, the said portion of lot now described and given in payment containing one hundred and seventy eight feet in width by two hundred and forty eight feet in depth, the whole english measure and more or less ; bounded in front to the south east by Sherbrooke street, in rear to the north west by lot No. 900, on the south west side by Saint Elizabeth street, and on the north east side by the remaining portion of the said lot No. 898, belonging to the sisters of the Good-Shepherd—with a stone and brick house erected on said lot of land and other buildings thereto belonging ; " and possessed by the late René Auguste Richard Hubert, in his lifetime, prothonotary of the said Superior Court, as having acquired the same from William McKinnan, on the 20th July, 1865, and afterwards by the said Miss Marie Cécile Hermine Hubert, having become proprietor of the same as heiress of the said late René Auguste Richard Hubert, her father, who died intestate on the 17th June, 1884, the brothers and sisters of the said Marie Cécile Hermine Hubert, being seven in number, having renounced to the succession of the said Mr.

passé devant Maître L. O. Hétu, notaire, le 23 octobre 1884, et enregistré le lendemain sous le numéro 13174, après quoi la dite Demoiselle Hubert a accepté la succession de son dit défunt père, le même dit jour, 23 octobre 1884, par acte devant le même dit notaire Hétu.

Et toutes personnes qui auraient ou prétendraient avoir quelque privilège ou hypothèque sur le susdit immeuble, en vertu d'aucun titre, ou pour quelque raison que ce soit, sont averties qu'il sera présenté à la dite Cour Supérieure, siégeant à Montréal, le lundi, vingt-cinquième jour d'octobre prochain, une demande en ratification du susdit acte de dation de paiement, et à moins que leurs réclamations ne soient de celles que le registraire des hypothèques est tenu, par la loi, de mentionner dans son certificat à être produit; elles sont requises de signifier leurs oppositions ou réclamations au greffe du dit protonotaire, huit jours au moins avant le dit vingt-cinq octobre prochain, faute de quoi elles seront pour toujours déchuës du droit de ce faire.

HONEY & GENDRON,
P. C. S.

Greffe du Protonotaire,
Montréal, 4 août 1886. 2775
[Première publication, 14 août 1886.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, exceptée dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure—District de Québec.

Beauce, à savoir : } JOSEPH ANTOINE LANGIS,
No. 337. } GIS, de Québec, étudiant,
Demandeur; contre MARCELIN QUIRION, ci-devant de Saint-François de la Beauce, et maintenant de Waterville, Etats-Unis, Défendeur, savoir :
Une terre située en la paroisse de Saint-François de la Beauce, au premier rang, côté nord-est de la rivière Chaudière, de deux arpents de front sur quarante arpents de profondeur, le tout plus ou moins; borné en avant par la dite rivière Chaudière, en arrière par le bout de sa profondeur, d'un côté au nord-ouest parti par le terrain de Pierre Veilleux, partie par celui de Narcisse Rodrigue, et partie par celui de Siméon Gilbert, et d'autre côté au sud-est par le terrain de Damase Poulin ou ses représentants—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Lequel immeuble sera vendu sujet aux différentes charges, clauses et conditions mentionnées dans l'opposition afin de charge de Dame Catherine Charlotte Eliza Couillard *et al.*, faite en cette cause et dans le jugement maintenant la dite opposition, rendu par la cour supérieure du district de Québec, le dix-neuf juin mil huit cent quatre vingt-six.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François de la Beauce, le VINGT-QUATRIEME jour d'AOUT prochain, à DIX

Hubert, their father, by deed to that effect passed before M^{re}. L. O. Hétu, notary, on the 23rd October, 1884, and registered the following day under number 13174, and the said Miss Hubert, having accepted the succession of her said late father on the same day 23rd October, 1884, by deed passed before the said notary Hétu.

And all persons who may have or claim to have any privilege or hypothec under any title, or by any means whatsoever in and upon the said lot of land are hereby notified that application will be made to the said Superior Court, sitting in Montreal, on Monday, the twenty fifth day of October next, for a judgment of confirmation of the said deed of *dation en paiement*, and unless their claims are such as the registrar is bound by law to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to signify in writing their oppositions and file the same in the office of said prothonotary, eight days at least before the said 25th day of October next, in default whereof they shall be forever precluded from the right of so doing.

HONEY & GENDRON,
P. S. C.

Prothonotary's Office,
Montreal, 4th August, 1886. 2776
[First published, 14th August, 1886.]

Sheriff's Sales.—Beauce.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court—District of Québec.

Beauce, to wit : } JOSEPH ANTOINE LANGIS,
No. 337. } student, of Québec, Plain-
tiff; against MARCELIN QUIRION, heretofore of Saint François de la Beauce, and now of Waterville, United States, Defendant, to wit :

A land situate and lying in the parish of Saint François de la Beauce, in the first range, on the north east side of the River Chaudière, containing two arpents in front by forty arpents in depth, the whole more or less; bounded in front by the said River Chaudière, in rear by the end of the depth, on one side to the north west partly by the lot of land of Pierre Veilleux, partly by that of Narcisse Rodrigue, and partly by that of Siméon Gilbert, and on the other side to the south east by the lot of land of Damase Poulin or his representatives—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said immovable will be sold subject to the several charges, clauses and conditions mentioned in the opposition *afin de charge* of Dame Catherine Charlotte Eliza Couillard *et al.*, filed in this cause, and in the judgment maintaining the said opposition, rendered in the superior court of the district of Québec, on the nineteenth of June, one thousand eight hundred and eighty six.

To be sold at the church door of the parish of Saint François de la Beauce, on the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, at TEN o'clock

heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatrième jour de septembre prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 26 juillet 1886. 2681 2
(Première publication, 7 août 1886.)

Ventes par le Shérif.—Beauharnois.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et se-ont vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

ALIAS VENDITIONI EXPONAS.

Cour de Circuit—District de Beauharnois.

Province de Québec, } **SOLIME AUGUSTE**
District de Beauharnois, } **BRODEUR et al.,**
No. 513. } Demandeurs; contre
DAME EMMA HAINAULT, es-qualité, tutrice des enfants mineurs de feu Damase Leduc, Défendesse.

Les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée A, annexée au bref de *Alias Venditioni Exponas*, comme suit savoir:

2. Un autre emplacement de forme irrégulière, partie du lot No. 38; des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, superficie 800 pieds, plus ou moins, sans garantie de mesure précise; borné en front par la rue Saint-Thimothé, ou le résidu du No. 38, en arrière par le numéro 39, d'un côté par le No. 37, de l'autre par le No. 40—sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, **MARDI**, le **TRENTE ET UNIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi. Bref rapportable le sixième jour de septembre aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,

Beauharnois, 9 août 1886. Shérif.
[Première publication, 14 août 1886.] 2769

Ventes par le Shérif—Bedford.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

in the forenoon. The said writ returnable on the fourth day of September next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 26th July, 1886. 2682
[First published, 7th August, 1886.]

Sheriff's Sale.—Beauharnois.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

ALIAS VENDITIONI EXPONAS.

Circuit Court—District of Beauharnois.

Province of Québec, } **SOLIME AUGUSTE**
District of Beauharnois, } **BRODEUR et al.,**
No. 513. } Plaintiffs; against
DAME EMMA HAINAULT, es-qualité, tutrix to the minor children of the late Damase Leduc, Defendant.

The lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the writ of *Alias Venditioni Exponas*, as follows, to wit:

2. Another emplacement of irregular outline, part of lot No. 38, on the official plan and book of reference of the town of Salaberry de Valleyfield, in superficies 800 feet, more or less, without warranty as to precise measurement; bounded in front by Saint-Thimothé street, or the remainder of No. 38; in rear by No. 39, on one side by No. 37, and on the other by No. 40—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Cécile, on **TUESDAY**, the **THIRTY FIRST** day of **AUGUST** next, at **ONE** o'clock in the afternoon. The writ returnable on the sixth day of September, also next.

PHILEMON LABERGE,

Beauharnois, 9th August, 1886. Shérif.
[First published, 14th August, 1886.] 2770

Sheriff's Sales—Bedford.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are requested to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit dans et pour le comté de Missisquoi, à Bedford.

Bedford, à savoir : } JAMES CROTHERS, De-
No. 493. } mandeur; contre les
terres et tenements de CHARLES VAUGHAN,
Défendeur.

Les étendues de terres suivantes situées en le canton de Stanbridge :

1. La moitié sud du lot numéro vingt-sept, dans le sixième rang des lots du dit canton, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous les numéros quatorze cent quarante-cinq (1445) et quatorze cent quarante-six (1446).

2 Le tiers, milieu de la moitié sud du lot numéro vingt-huit, dans le sixième rang, connu et désigné sur les dits plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous le numéro quatorze cent trente-neuf (1439), et

3. Une certaine étendue de terre située en le dit canton, formant partie du lot numéro quinze, dans le sixième rang des lots du dit canton, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du village de Mystic, sous le numéro quinze cent trente (1530)—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus au bureau du registraire pour le comté de Missisquoi, à Bedford, en le canton de Stanbridge et district de Bedford, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-unième jour d'octobre prochain.

SAMUEL WILLARD FOSTER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburgh, 5 août 1886. 2753
[Première publication, 14 août 1886.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit dans et pour le district de Missisquoi, à Bedford.

Bedford, à savoir : } DANIEL STEEL, Deman-
No. 475. } deur; contre les terres
et tenements de ESDRAS LAMBERT, Défendeur.

Toute cette étendue de terre située en le canton de Stanbridge, formant partie de la moitié nord du lot numéro vingt-trois, dans le quatrième rang des lots du dit canton, la dite étendue située à l'ouest du chemin de la Reine; commençant à la ligne nord du dit lot et où la ligne ouest du dit chemin public la traverse; de là nord sur le côté ouest du dit chemin, deux arpents, mesure française; de là courant ouest jusqu'à la ligne ouest du dit lot parallèle à la ligne nord du dit lot; de là courant ouest jusqu'au poteau du coin ouest du dit lot; et de là est le long de la ligne nord du dit lot jusqu'au point de départ, telle qu'elle se poursuit et comporte (sauf et excepté un demi acre de terre appartenant à la municipalité scolaire—ensemble avec les bâtisses sus-érigées. Le dit morceau de terre étant maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous le numéro deux mille deux cent quatre-vingt onze. (2291.)

Pour être vendue au bureau du registraire pour le comté de Missisquoi, à Bedford, en le canton de Stanbridge, et district de Bedford, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures ET DEMI de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour d'octobre prochain.

SAMUEL WILLARD FOSTER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburgh, 5 août 1886. 2751
[Première publication, 14 août 1886.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court in and for the county of Missisquoi, at Bedford.

Bedford, to wit : } JAMES CROTHERS,
No. 493. } Plaintiff; against the
lands and tenements of CHARLES VAUGHAN,
Defendant.

The following tracts or parcels of land situated in the township of Stanbridge :

1. The south half of lot number twenty seven, in the sixth range of lots in the said township, known and distinguished on the official plan and book of reference of the said township of Stanbridge, under the numbers fourteen hundred and forty five, (1445) and fourteen hundred and forty six, (1446).

2. The middle third of the south half of lot number twenty eight, in the sixth range, known and distinguished on the said official plan and book of reference of the said township of Stanbridge, under the number fourteen hundred and thirty nine, (1439), and

3. A certain tract or parcel of land situated in the said township, forming part of lot number fifteen, in the sixth range of lots in the said township, known and distinguished on the official plan and book of reference of the village of Mystic, under the number fifteen hundred and thirty (1530)—together with all the buildings erected and made thereon.

To be sold at the office of the registrar for the county of Missisquoi, at Bedford, in the township of Stanbridge and district of Bedford, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty first day of October next.

SAMUEL WILLARD FOSTER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburgh, 5th August, 1886. 2754
[First published, 14th August, 1886.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit in and for the county of Missisquoi, at Bedford.

Bedford, to wit : } DANIEL STEEL, Plaintiff;
No. 475. } against the lands and tenements
of ESDRAS LAMBERT, Defendant.

All that certain tract or parcel of land situated in the township of Stanbridge, forming part of the north half of the lot number twenty three, in the fourth range of lots in the said township, the said tract lying west of the Queen's highway, commencing at the north line of the said lot and where the west line of the said highway crosses the same; thence north on the west side of said road, two arpents, french measure; thence running west to the west line of the said lot parallel with the north line of said lot; thence running west to the west corner post of the said lot; and thence east along the north line of said lot to the place of beginning, be its contents whatever it may, (save and except therefrom one half acre of land belonging to the school corporation)—together with the buildings thereon erected and made. Said piece of land being now known and distinguished on the official plan and book of reference of said township of Stanbridge, under the number two thousand two hundred and ninety one (2291).

To be sold at the office of the registrar for the county of Missisquoi, at Bedford, in the township of Stanbridge, and district of Bedford, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at the hour of HALF PAST ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty third day of October next.

SAMUEL WILLARD FOSTER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburgh, 5th August, 1886. 2752
[First published, 14th August, 1886.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit dans et pour le district de Saint-Hyacinthe.

Bedford, à savoir: } JOSEPH ADELARD ROY
No. 2127. } et al., Demandeurs; contre les terres et tenements de ALFRED BALLARD dit LATOUR, Défendeur.

1. Un terrain situé dans la paroisse de Saint-Valérien, étant les trois dixième (3/10) est du lot numéro deux, du dixième rang du township de Roxton, supposé contenir soixante acres en superficie; tenant au nord au chemin de front, au sud au neuvième rang, d'un côté à Alphonse Ballard, et de l'autre côté au terrain ci-après désigné avec bâtisses.

2. Un autre terrain situé au même lieu, de forme irrégulière, supposé contenir quatre-vingt acres de terre en superficie, étant la partie ouest du lot de terre numéro trois, du dixième rang du township de Roxton; tenant au nord au chemin de front, au sud au neuvième rang, d'un côté au terrain ci-dessus désigné, et de l'autre côté partie à la Rivière Reynolds, et partie au terrain d'Olivier Gagnon.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Shefford, à Waterloo, en le canton de Shefford et district de Bedford, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de septembre prochain.

SAMUEL WILLARD FOSTER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburgh, 10 juillet 1886. 2483 2
[Première publication, 17 juillet 1886.]

Ventes par le Shérif.—Iberville.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } DAME CELESTE CAR-
No. 114. } REAU, Demande-
resse; contre NAPOLEON MAILLOUX et al., Défendeurs.

La moitié sud d'un lot de ville, situé en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, au côté est de la rue Albert, connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le No. 588, contenant trente-six pieds de front sur cent quarante-quatre pieds de profondeur—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la ville de Saint-Jean, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le neuvième jour de novembre prochain.

CHS. NOLIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, le 11 août 1886. 2793
[Première publication, 14 août 1886.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court in and for the district of Saint-Hyacinthe.

Bedford, to wit: } JOSEPH ADELARD ROY
No. 2127 } et al., Plaintiffs; against the lands and tenements of ALFRED BALLARD dit LATOUR, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Saint-Valérien, being the three tenths (3/10) east of lot number two, of the tenth range of the township of Roxton, supposed to contain sixty acres in superficies; bounded to the north by the front road, to the south by the ninth range, on one side by Alphonse Ballard, and on the other side by the land hereinafter described—with buildings.

2. Another lot of land of irregular outline, situate in the same place, supposed to contain eighty acres of land in superficies, being the west part of the lot of land number three, of the tenth range of the township of Roxton; bounded to the north by the front road, to the south by the ninth range, on one side by the lot above described, and on the other side partly by the River Reynolds, and partly by the lot of land belonging to Olivier Gagnon.

To be sold at the office of the registrar for the county of Shefford, at Waterloo, in the township of Shefford and district of Bedford, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty fifth day of September next.

SAMUEL WILLARD FOSTER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sweetsburgh, 10th July, 1886. 2484
[First published, 17th July, 1886.]

Sheriff's Sales.—Iberville.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler afin de distraire, afin de charge* or other opposition to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint-Johns, to wit: } DAME CELESTE CAR-
No. 114. } REAU, Plaintiff;
against NAPOLEON MAILLOUX et al., Defendants.

The south half of a town lot of land situated in the town of Saint-Johns, in the district of Iberville, on the east side of Albert street, known on the official plan and book of reference of the said town of Saint-Johns, under No. 588, containing thirty six feet in front by one hundred and forty four feet in depth—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the town of Saint-Johns, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the ninth day of November next.

CHS. NOLIN

Sheriff's Office, Shérif.
Saint-Johns, 11th August, 1886. 2794
[First published, 14th August, 1886.]

Ventes par le Shérif.—Joliette.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour de Circuit.

Joliette, à savoir: } **ARTHUR GUILBAULT**,
No. 1456. } Demandeur; contre
JOHN STEVENS, cultivateur, de la paroisse du
Bienheureux Alphonse de Rodriguez, Défendeur.
Une terre située en la paroisse de Saint-Alphonse, dans le district de Joliette, connue et désignée, comme étant la moitié nord-est du lot No. dix (10), et la moitié sud-ouest du lot No. onze (11), du deuxième rang des augmentations de Kildare, contenant dix arpents de large sur la profondeur du dit rang, contenant cent quarante-neuf (149) acres de terre en superficie, plus ou moins; tenant à un bout aux terres du 1er rang, à l'autre bout au 3e rang, d'un côté à Patrick O'Connor, et d'autre côté à Henry Mulholland — bâtie de maison et autres dépendances, lequel lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Alphonse, sous les Nos. 105 et 11a, du deuxième rang des augmentations de Kildare.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Joliette, en la ville de Joliette, le VINGT-TROISIEME jour du mois d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le bit bref rapportable le premier jour de septembre prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif,
Joliette, 15 juin 1886. 2177 3
[Première publication, 19 juin 1886.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

Sheriff's Sales.—Joliette.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions* to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Circuit Court.

Joliette, to wit: } **ARTHUR GUILBAULT**,
No. 1456. } Plaintiff; against **JOHN STEVENS**, farmer, of the parish of Bienheureux Alphonse de Rodriguez, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Alphonse, in the district of Joliette, known and designated as being the north east half of lot No. ten (10), and the south west half of lot No. eleven (11), of the second range of the augmentations of Kildare, containing ten arpents in width by the depth of the said range, containing one hundred and forty nine (149) acres of land in superficies, more or less; bounded at one end by the lands of the 1st range, at the other end by the 3rd range, on one side by Patrick O'Connor, and on the other side by Henry Mulholland — with house and other dependencies thereon erected, which lot of land is known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Alphonse, under numbers 105 and 11a of the second range of the augmentations of Kildare.

To be sold at registry office of the county of Joliette, in the town of Joliette, on the TWENTY THIRD day of the month of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of September next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff,
Joliette, 15th June, 1886. 2178
[First published, 19th June, 1886.]

Sheriff's Sales.—Montmagny.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge or other oppositions* to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are requested to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Montmagny, } **UDGER MIVILLE**
No. 398. } **L** **DECHENE**, écuyer, ar-
penteur, de la paroisse de Saint Roch des Aulnets ;
contre **NARCISSE GAUVIN**, de la paroisse de
Saint-Pamphile, savoir :

1. Un lot de terre sis et situé dans le septième
rang du township Casgrain, en la paroisse de
Saint Pamphile, dans le comté de l'Islet, conte-
nant cent acres en superficie, et portant le No. 14,
du dit township—circonstances et dépendan-
ces.

2. Un autre lot de terre sis et situé dans le dit
septième rang du dit township Casgrain, dans la
dite paroisse de Saint Pamphile, dans le dit comté
de l'Islet, contenant cent acres en superficie, et
portant le No. 15 du dit township—circonstances
et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement
du comté de l'Islet, en la paroisse de Saint-Jean
Port Joli, **MARDI**, le **DOUZIÈME** jour d'**OCTO-**
BRE prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit
bref rapportable le vingt-unième jour d'octobre
prochain.

J. D. LEPINE,

Bureau du Shérif, } **Shérif.**
Montmagny, 2 août 1886. }
[Première publication, 7 août 1886.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Québec, } **A SOCIÉTÉ DE CON-**
No. 1698. } **STRUCTION PERMA-**
NENTE DE LEVIS, corps politique et incorporé,
ayant son principal bureau et lieu d'affaires en la
ville de Lévis ; contre **JOSEPH MORIN**, tanneur,
ci-devant de la paroisse de Saint-Michel, mainte-
nant de la ville de Sherbrooke, savoir :

Un l'épin de terre ou emplacement de huit
perches et demie de front sur un arpent et huit
perches de profondeur, plus ou moins, situé, avec
les bâties dessus construites, en le premier
rang de la paroisse de Saint-Michel, entre l'im-
meuble de François Talbot, écuyer, à l'est, et celui
de Pantaléon Forgues, écuyer, à l'ouest, connu au
livre de renvoi et sur le plan officiel du cadastre
du comté de Bellechasse, pour la paroisse de
Saint-Michel, sous le No. 212.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Michel, **LUNDI**, le **VINGTIÈME**
jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures du
matin. Le dit bref rapportable le quinquième jour
d'octobre prochain.

J. D. LEPINE,

Bureau du Shérif, } **Shérif.**
Montmagny, 12 juillet 1886. }
[Première publication, 17 juillet 1886.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit du Comté de l'Islet.

District de Montmagny, } **L'HONORABLE**
No. 467. } **A** **ANDREW STUART**,
de la cité de Québec, juge en chef de la cour supé-
rieure dans et pour la province de Québec, et
ERNEST HENRY STUART, de la cité de Mont-
réal, écuyer, notaire ; contre **CLEOPHAS**
CAOQUETTE, père, de la paroisse de Saint-Cyrille,
cultivateur, savoir :

1. Une terre de deux arpents de front sur qua-
rante-deux arpents de profondeur, située au pre-
mier rang de la paroisse de Saint-Cyrille ; bornée
à l'ouest à Joseph Fortier, et à l'est au défendeur,
connue au livre de renvoi et sur le plan officiel du
cadastre du comté de l'Islet, pour la paroisse de
Saint-Cyrille, sous le No. 41—avec ensemble deux
maisons, grange dessus construites, circonstances
et dépendances.

2. Une terre de deux arpents de front sur qua-
rante arpents de profondeur, située en la pre-
mière concession de la paroisse de Saint-Cyrille ;
bornée à l'ouest et à l'est au dit défendeur, con-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montmagny, } **UDGER MIVILLE**
No. 398. } **L** **DECHENE**, esquire,
land surveyor, of the parish of Saint Roch des
Aulnets ; against **NARCISSE GAUVIN**, of the
parish of Saint Pamphile, to wit :

1. A lot of land situate and being in the seventh
range of the township Casgrain, in the parish of
Saint Pamphile, in the county of l'Islet, contain-
ing one hundred acres in superficies, and being
number 14, of the said township—circumstances
and dependencies.

2. Another lot of land situate and being in the
said seventh range of the said township Casgrain,
in the said parish of Saint Pamphile, in the said
county of l'Islet, containing one hundred acres in
superficies, and being number 15 of the said town-
ships—circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county
of l'Islet, in the parish of Saint Jean Port Joly, on
TUESDAY, the **TWELFTH** day of **OCTOBER**
next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said
writ returnable on the twenty first day of October
next.

J. D. LEPINE,

Sheriff's Office, } **Sheriff.**
Montmagny, 2nd August, 1886. }
[First published, 7th August, 1886.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Québec, } **A SOCIÉTÉ DE CONS-**
No. 1698. } **TRUCTION PERMA-**
NENTE OF LEVIS, a body politic and incorpo-
rate, having its chief office and place of business
in the town of Lévis ; against **JOSEPH MORIN**,
tanner, heretofore of the parish of Saint Michel,
now of the town of Sherbrooke, to wit :

A parcel of land or emplacement of eight
perches and a half in front by one arpent and
eight perches in depth, more or less, situate, with
the buildings thereon erected, in the first range
of the parish of Saint Michel, between the immo-
vable belonging to François Talbot, esquire, to
the east, and that belonging to Pantaléon Forgues,
esquire, to the west, known on the official plan
and book of reference of the cadastre of the
county of Bellechasse, for the parish of Saint
Michel, under No. 212.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Michel, on **MONDAY**, the **TWENTIETH**
day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** o'clock in the
forenoon. The said writ returnable on the fifteenth
day of October next.

J. D. LEPINE,

Sheriff's Office, } **Sheriff.**
Montmagny, 12th July, 1886. }
[First published, 17th July, 1886.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of the county of l'Islet.

District of Montmagny, } **THE HONORABLE**
No. 467. } **A** **ANDREW STUART**,
of the city of Québec, chief justice of the superior
court in and for the province of Québec, and
ERNEST HENRY STUART, of the city of Mont-
réal, esquire, notary ; against **CLEOPHAS**
CAOQUETTE, senior, of the parish of Saint Cyrille,
farmer, to wit :

1. A land of two arpents in front by forty two
arpents in depth, situate in the first range of the
parish of Saint Cyrille ; bounded to the west by
Joseph Fortier, and to the east by the Defendant,
known on the official plan and book of reference
of the cadastre of the county of l'Islet, for the
parish of Saint Cyrille, under No. 41—together
with two houses and barn thereon erected, cir-
cumstances and dependencies.

2. A land of two arpents in front by forty
arpents in depth, situate in the first range of the
parish of Saint Cyrille ; bounded to the west and
to the east by the said defendant, known on th-

nue au livre de renvoi et sur le plan officiel du cadastre du comté de l'Islet, pour la paroisse de Saint-Cyrille, sous le No. 43—sans bâtisses, avec la réserve d'un lopin de terre où emplacement d'un arpent de front sur un arpent de profondeur, appartenant à Blaise Caouette.

3. Une terre de deux arpents de front sur quarante arpents de profondeur, située en la première concession de la paroisse de Saint-Cyrille; bornée à l'ouest au défendeur, à l'est à Désiré Gamache—avec ensemble maison et grange dessus construites, circonstances et dépendances, connue au livre de renvoi et sur le plan officiel du cadastre du comté de l'Islet, pour la paroisse de Saint-Cyrille, sous le No. 42.

4. Une terre située en la première concession de la paroisse de Saint-Cyrille, de deux arpents et demie de front sur quarante arpents de profondeur; bornée à l'ouest à Joseph Caouette, à l'est à Isale Jean, connue au livre de renvoi et sur le plan officiel du cadastre du comté de l'Islet, pour la paroisse de Saint-Cyrille, de deux arpents de front sous le No. 29, et la demi arpent de front fait partie du No. 28, à l'est—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille, LUNDI, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour de septembre prochain.

J. D. LEPINE,

Bureau du Shérif, Montmagny, 12 juin 1886. 2169 3.
[Première publication, 19 juin 1886.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

District de Montmagny, { **DANS** une cause où No. 223. { **HERMENEGILDE BILODEAU**, navigateur, de la paroisse de l'Assomption de Berthier, en sa qualité de chef de la communauté de biens existant entre lui et son épouse, Dame Céline Lynch *alias* Marie Céline Lainse, est Demandeur; et **DAVID PAQUET dit LAVALLEE**, **JOSEPH PAQUET dit LAVALLEE**, cultivateurs, et **DAME CATHERINE GAGNON**, épouse et commune en biens du dit David Paquet dit Lavallee, tous de la paroisse de Saint-Thomas, sont Défendeurs; contre le dit Hermenegilde Bilodeau, *es-qualité*, savoir:

Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de l'Assomption de Berthier, connu au livre de renvoi et sur le plan officiel du cadastre du comté de Montmagny, pour la paroisse de l'Assomption de Berthier, sous le No. 19; borné au nord au fleuve Saint-Laurent, au sud par un chemin public, joignant d'un côté au sud-ouest à John Hoffman, et de l'autre côté au nord-est à Ferdinand Bilodeau, formant une superficie d'un arpent quatre-vingt-douze perches (1.0.92)—avec ensemble deux maisons et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Assomption de Berthier, LUNDI, le VINGT-TROISIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le sixième jour de septembre prochain.

J. D. LEPINE,

Bureau du Shérif, Montmagny, 11 juin 1886. 2167 3.
[Première publication, 19 juin 1886.]

official plan and book of reference of the cadastre of the county of l'Islet, for the parish of Saint-Cyrille, under No. 43—without buildings, with the reserve of a parcel of land or emplacement of one arpent in front by one arpent in depth, belonging to Blaise Caouette.

3. A land of two arpents in front by forty arpents in depth, situate in the first concession of the parish of Saint-Cyrille; bounded to the west by the defendant, to the east by Désiré Gamache, together with house and barn thereon erected, circumstances and dependencies, known on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of l'Islet, for the parish of Saint-Cyrille, under No. 42.

4. A land situate in the first concession of the parish of Saint-Cyrille, of two arpents and a half in front by forty arpents in depth; bounded to the west by Joseph Caouette, to the east by Isale Jean, known on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of l'Islet, for the parish of Saint-Cyrille, of two arpents in front under No. 29, and the half arpent in front forms part of No. 28, to the east—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Cyrille, on MONDAY, the TWENTY-THIRD day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of September next.

J. D. LEPINE,

Sheriff's Office, Montmagny, 12th June, 1886. 2170
[First published, 19th June, 1886.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Montmagny, { **IN** a cause wherein No. 223. { **HERMENEGILDE BILODEAU**, navigator, of the parish of l'Assomption de Berthier, in his quality of chief of the community of property existing between him and his wife, Dame Céline Lynch *alias* Marie Céline Lainse, is Plaintiff; and **DAVID PAQUET dit LAVALLEE**, **JOSEPH PAQUET dit LAVALLEE**, farmers, and **DAME CATHERINE GAGNON**, wife and in common as to property of the said David Paquet dit Lavallee, all of the parish of Saint-Thomas, are Defendants; against the said Hermenegilde Bilodeau, *es-qualité*, to wit:

A lot of land or emplacement situate in the parish of l'Assomption de Berthier, known on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Montmagny, for the parish of l'Assomption de Berthier, under number 19; bounded to the north by the river Saint-Laurent, on the south by a public road, adjoining on one side to the south west to John Hoffman, and on the other side to the north east to Ferdinand Bilodeau, forming in superficies one arpent and ninety-two perches (1.0.92)—together with two houses and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of l'Assomption de Berthier, on MONDAY, the TWENTY-THIRD day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixth day of September next.

J. D. LEPINE,

Sheriff's Office, Montmagny, 11th June, 1886. 2168
[First published, 19th June, 1886.]

Ventes par le Shérif—Montréal.

Sheriff's Sales.—Montreal.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus, aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. L'ensemble des personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné, avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juge.

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir : } **L. A. BANQUE DU PEU-**
No. 1482. } **PLE**, corps politique et
incorporé au désir de la loi, ayant son principal
bureau d'affaires en la cité de Montréal. Deman-
dant; contre les terres et tenements de J. BOU-
TILLIER TRUDEL, écuyer, avocat, tant person-
nellement comme exécuteur testamentaire de feu
Eugène Hercule Trudel, en son vivant, écuyer,
médecin, de Montréal, et NARCISSE BIRTZ
DESMARTEAU et LOUIS PIERRE TRUDEL,
ces deux derniers en leurs qualités d'exécuteurs
testamentaires du dit E. H. Trudel, tous trois de
Montréal, dans le district de Montréal, Défendeurs.

Saisie sur les dits défendeurs en leur qualité sus-
mentionnée, les immeubles ci-dessous mention-
nés, savoir :

1. Une terre située en la paroisse de la Longue
Pointe, dans le district de Montréal, connue et
désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la
paroisse de la Longue Pointe, comté d'Hochelaga,
sous le numéro trois cent trente-cinq; bornée en
front par le chemin de la Reine—avec une grange
sur-élevée. A distraire néanmoins de la dite terre,
le terrain vendu par Joseph Toupin à Louis
Coty, suivant acte de vente, pardevant J. W. Pitt,
passé le 1er février 1878, et enregistré le 26 juillet
1878, sous le numéro 1942, lequel terrain ainsi
distrainait contient soixante-douze pieds de largeur
sur cent pieds de profondeur; borné en front par
le chemin de la Reine, en profondeur le résidu du
sudit lot officiel numéro trois cent trente-cinq
(335), au bout de cent pieds du dit chemin de la
Reine, joignant d'un côté à William Lyny ou
représentants, et de l'autre côté au terrain ci-après
aussi réservé. 2. Le terrain vendu par le dit feu
Eugène Hercule Trudel à Sieur Joseph Toupin,
suivant acte passé pardevant C. A. Leveillé,
notaire public, en date du 25 mai 1883, et enre-
gistré le 31 mai de la même année 1883, de la
contenance de cinquante-six pieds de largeur sur
cent pieds de profondeur; borné en front par le
chemin public, en arrière et du côté nord-est par
le reste et résidu du dit lot numéro trois cent
trente-cinq, et de l'autre côté par le terrain vendu
au dit Pierre Coty.

2. Neuf lots de terre ou emplacements situés
au même lieu, connu et désignés aux plan et livre
de renvoi officiels de la dite paroisse de la Longue
Pointe, district de Montréal, comté d'Hochelaga,
sous les numéros trois, quatre, cinq, sept, huit,
onze, douze, treize et quatorze (3, 4, 5, 7, 8, 11,
12, 13 et 14), de la subdivision du lot numéro trois
cent trente-trois (333); borné en front par une rue
connue et désignée sous le numéro quinze, de la

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respec-
tive times and places mentioned below. All per-
sons having claims on the same which the Regis-
trar is not bound to include in his certificate, un-
der article 700 of the Code of Civil Procedure of
Lower Canada, are hereby required to make them
known according to law. All oppositions *afin d'an-*
nuler, afin de distraire, afin de charge, or other
oppositions to the sale, except in cases of *Vend-*
itioni Exponas, are required to be filed with the
undersigned, at his office, previous to the fifteen
days next preceding the day of sale; oppositions
afin de conserver may be filed at any time within
six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montréal, to wit : } **L. A. BANQUE DU PEUPLE,**
No. 1482. } **a body politic and incor-**
porate according to law, having its chief business
office in the city of Montreal. Plaintiff; against
the lands and tenements of J. BOUTILLIER
TRUDEL, esquire, advocate, as well personally as
executor of the last will of the late Eugene Her-
cule Trudel, in his lifetime, esquire, physician, of
Montreal and NARCISSE BIRTZ DESMARTEAU,
and LOUIS PIERRE TRUDEL, these last two in
their quality of executors of the last will of the
said E. H. Trudel, all three of Montreal, in the
district of Montreal, Defendants.

Seized against the said defendants in their
quality above mentioned, the immovables here-
after mentioned, to wit :

1. A land situate in the parish of La Longue
Pointe, in the district of Montreal, known and
designated on the official plan and book of refer-
ence of the parish of La Longue Pointe, county of
Hochelaga, under number three hundred and
thirty five; bounded in front by the Queen's
highway—with a barn thereon erected. Reserving
however from the said land, 1st the lot of land
sold by Joseph Toupin to Louis Coty, according
to deed of sale before J. W. Pitt, passed on the
1st February, 1878, and registered on the 26th
July, 1878, under number 1942, which lot of land
then reserved contains seventy two feet in width
by one hundred feet in depth; bounded in front
by the Queen's highway, in depth by the remainder
of the aforesaid official lot number three hundred
and thirty five (335), at one hundred feet from said
Queen's highway, adjoining on one side to William
Lyny or representatives, and on the other side to
the land hereafter also reserved. 2nd. The lot of
land sold by the said late Eugene Hercule Trudel to
Mr. Joseph Toupin, according to deed passed
before C. A. Leveillé, notary public, dated the
25th May, 1883, and registered on the 31st May of
the same year 1883, containing fifty six feet
in width by one hundred feet in depth; bounded
in front by the public road, in rear and on the
north east side by the remainder of said lot
number three hundred and thirty five, and on the
other side by the lot of land sold to the said
Pierre Coty.

2. Nine lots of land or emplacements situate
in the same place, known and designated on the
official plan and book of reference of the said
parish of La Longue Pointe, district of Montreal,
county of Hochelaga, under numbers three, four,
five, seven, eight, eleven, twelve, thirteen and
fourteen (3, 4, 5, 7, 8, 11, 12, 13 and 14), of the
subdivision of lot number three hundred and
thirty three (333); bounded in front by a street,

subdivision du susdit lot numéro trois cent trente-trois, des dits plan et livre de renvoi officiels.

3. Un lopin de terre sis et situé au même lieu, composé en partie de quarante neuf lots, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, comté d'Hochelaga, district de Montréal, sous les numéros 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 47 A, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63-333; seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt-un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept, vingt-huit, vingt-neuf, trente, trente-un, trente-deux, trente-trois, trente-quatre, trente-cinq, trente-six, trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante, quarante-un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-six, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante-un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante-un, soixante-deux, soixante-trois, de la subdivision du susdit lot numéro trois cent trente-trois, des dits plan et livre de renvoi officiels; et composé aussi le dit lopin de terre en partie du reste et résidu non subdivisé de ce menu lot officiel trois cent trente-trois (333)—avec une maison en bois lambrissée en briques, et dépendances sus-érigées; borné en front le dit lopin de terre par le chemin de la Reine, en arrière par le fleuve St. Laurent, d'un côté partie par le numéro quinze, de la subdivision du dit lot numéro trois cent trente-trois, rue projetée, et désignée ci-dessus et partie au numéro officiel trois cent trente-sept, et de l'autre côté par le numéro trois cent trente-deux, des susdits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de la Longue Pointe, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour d'octobre prochain.

M. JACQUES VILBON,

Bureau du Shérif, Député Shérif
du district de Montréal.
Montréal, 11 août 1886. 2807
[Première publication, 14 août 1886.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } GEORGE ROGERS, gentleman, de la cité de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de GEORGE BURY, comptable, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur nommé à la succession vacante de feu Thomas Dowd, gentilhomme, en son vivant, de Montréal susdit, et à WILLIAM J. FENNELL, ci-devant du même lieu, maintenant de lieux inconnus, Défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs, en leur dite qualité, les parties de l'immeuble suivant, savoir:

Les quarante-sept cent vingt-huitièmes indivis, comme appartenant au dit William J. Fennell, et les quatre-vingt-un cent vingt-huitièmes indivis, comme appartenant au dit George Bury, es-qualité, de l'immeuble ci-après décrit, tel que mentionnés et décrits aux cédulas annexées au dit bref, marquées A, B, comme suit, savoir:

Un lot de terre ou emplacement sis et situé dans le quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal, district de Montréal, étant le coin ouest des rues Fleury et des Jures, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, sous le numéro six cent quatre-vingt-six (No. 686)—avec une maison en pierre et en briques et autres bâtisses dessus construites.

known and designated under number fifteen, of the subdivision of the aforesaid lot number three hundred and thirty three, of the said official plan and book of reference.

8. A parcel of land situate and being in the same place, composed partly of forty nine lots, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of La Longue Pointe, county of Hochelaga, district of Montreal, under numbers 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 47A, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63-333, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty one, twenty two, twenty three, twenty four, twenty five, twenty six, twenty seven, twenty eight, twenty nine, thirty, thirty one, thirty two, thirty three, thirty four, thirty five, thirty six, thirty seven, thirty eight, thirty nine, forty, forty one, forty two, forty three, forty four, forty five, forty six, forty seven, forty seven A, forty eight, forty nine, fifty, fifty one, fifty two, fifty three, fifty four, fifty five, fifty six, fifty seven, fifty eight, fifty nine, sixty, sixty one, sixty two, sixty three, of the subdivision of the aforesaid lot number three hundred and thirty three, of the said official plan and book of reference, and the said parcel of land composed also partly of the remainder and remaining parts not subdivided of the same official lot three hundred and thirty three (333)—with a wooden house encased in brick, and dependencies thereon erected; the said parcel of land bounded in front by the Queen's highway, in rear by the river Saint Lawrence, on one side partly by number fifteen, of the subdivision of said lot number three hundred and thirty three, projected street and above described and partly by the official number three hundred and thirty seven, and on the other side by number three hundred and thirty two, of the aforesaid official plan and book of reference.

To be sold at the parochial church door of the parish of La Longue Pointe, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of October next.

M. JACQUES VILBON,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff
of the district of Montreal.
Montreal, 11th August, 1886. 2308
[First published, 14th August, 1886.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montréal, to wit: } GEORGE ROGERS, of the city of Montreal, gentleman, Plaintiff; against the lands and tenements of GEORGE BURY, of the city and district of Montreal, accountant, in his quality of curator to the vacant succession of the late Thomas Dowd, in his lifetime, of Montreal aforesaid, gentleman, and WILLIAM J. FENNELL, formerly of the same place, but now of part unknown, Defendants.

Seized as belonging to the said Defendants, in their said quality, the part of the following immovable, to wit:

The undivided forty seven one hundred and twenty eights, as belonging to the said William J. Fennell, and the undivided eighty one, one hundred and twenty eights, as belonging to the said George Bury, es-qualité, of the immovable hereinafter described, and as mentioned and described in the schedules annexed to the said writ marked A, B, as follows, to wit:

A lot of land or emplacement situate and being in Saint Laurent ward, in the city of Montreal, district of Montreal, being the west corner of Fleury and Des Jures streets, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint Laurent ward, under number six hundred and eighty six (No. 686) — with a house built of stone and brick and other buildings thereon erected.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour d'octobre prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 23 juillet 1886. 2267
[Première publication, 24 juillet 1886.]

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **TIMOTHY JOSEPH FINN**, de la cité de Montréal, contre-maître, en sa qualité de curateur dument nommé aux personnes absentes comme suit: Mary Kelaher, Catherine Kelaher, Ann Kelaher, James Kelaher, Bridget Kelaher, Patrick Kelaher, John Kelaher, Margaret Kelaher, Peter Kelaher et Bridget Kelaher, tous héritiers de feu Thomas Kelaher, en son vivant, de Montréal, gentilhomme, Demandeur; contre les terres et tenements de **WILLIAM HENRY DICKENSON**, des cité et district de Montréal, Défendeur, lesquels sont maintenant en la possession de George H. Kernick, curateur nommé au délaisement fait en cette cause par le dit défendeur, mentionné et décrits dans la cédule A, annexée au bref.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, paroisse de Notre-Dame de Montréal; borné en front par la rue Saint-Constant, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite cité, sous le numéro cinq cent douze (No. 512), du dit plan — avec les bâtisses dessus érigées; avec les droits tels qu'ils ont existés entre la dite propriété et la propriété de William Wyatts.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain. Le dit bref rapportable le vingtième jour d'octobre prochain.

M. JACQUES VILBON,
Bureau du Shérif, Député Shérif
Montréal, 11 août 1886. 2737
[Première publication, 14 août 1886.]

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Cour de Circuit pour le district de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JOSEPH DUHAMEL**, No. 4265. } avocat, de la cité et du district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de **DAME BRIDGET MARAN**, de la cité de Montréal, épouse séparée quant aux biens par contrat de mariage de Patrick MacKay, gentilhomme, du même lieu, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Défenderesse.

Un emplacement situé dans les cité et district de Montréal, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Antoine, de la dite cité de Montréal, sous le numéro douze cent trente (1230), du dit quartier Saint-Antoine; borné en front par la rue Aylmer — avec une petite maison en bois et dépendances sus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de septembre prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 14 juillet 1886. 2493 2
[Première publication, 17 juillet 1886.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixth day of October next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 23rd July, 1886. 2268
[First published, 24th July, 1886.]

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **TIMOTHY JOSEPH FINN**, No. 1282. } of the city of Montreal, foreman, in his quality of curator duly named to the following absentees, Mary Kelaher, Catherine Kelaher, Ann Kelaher, James Kelaher, Bridget Kelaher, Patrick Kelaher, John Kelaher, Margaret Kelaher, Peter Kelaher and Bridget Kelaher, all heirs of the late Thomas Kelaher, in his lifetime, of Montreal, gentleman, Plaintiff; against the lands and tenements of **WILLIAM HENRY DICKENSON**, of the city and district of Montreal; Defendant, now in the hands and possession of George H. Kernick, the curator appointed to the *délaissement* made in this cause by the said Defendant, mentioned and described in the schedule A, to the writ annexed.

A lot of land situate and being in Saint Louis ward, of the city of Montreal, parish of Notre Dame of Montreal; bounded in front by Saint Constant street, known and designated on the official plan and book of reference of the city of Montreal, under number five hundred and twelve (No. 512), of said plan — with buildings thereon erected; with such rights as have subsisted between the said property and William Wyatts property.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next. The said writ returnable on the twentieth day of October next.

M. JACQUES VILBON,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff
Montreal, 11th August, 1886. 2738
[First published, 14th August, 1886.]

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Circuit Court for the district of Montreal.

Montreal, to wit: } **JOSEPH DUHAMEL**, No. 4265. } advocate, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **DAME BRIDGET MARAN**, of the city of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Patrick MacKay, gentleman, of the same place, and the latter in so far as required to authorize his wife for the purposes of these presents, Defendant.

A lot of land or emplacement situate in the city and district of Montreal, known and designated on the official plan and in the book of reference of Saint Antoine ward, of said city of Montreal, under number twelve hundred and thirty (1230), of said Saint-Antoine ward; bounded in front by Aylmer street — with a small wooden house and outbuildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of September next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 14th July, 1886. 2494
[First published, 17th July, 1886.]

FIERI FACIAS.

A VIS PUBLIC es par le présent donné que les propriétés immobilières sous-mentionnées ont été saisies et seront vendues aux temps et lieux tels que mentionnés ci-après. Toutes personnes ayant à exercer contre les dites propriétés des droits que le registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat en vertu de l'article 700 du code de procédure civile, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

FIERI FACIAS.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned immovable properties have been seized and shall be sold at the time and place hereinafter specified. All persons who have to exercise as regards the same, any claims which the registrar is not held to mention in his certificate by virtue of article 700 of the code of civil procedure are hereby required to make known the same according to law. Every opposition to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, shall have to be deposited in the office of the undersigned, before the fifteen days immediately preceding the day of the sale; oppositions *afin de conserver* may be deposited at any time within six days after the return of the writ.

No.	Réclamant. — Claimant.	No. du cadastre. — Cadastral No.	No. de la rue. — Street No.	Rue.—Street.	Quartier. — Ward.	Propriétaire d'après le rôle d'évaluation. — Proprietor as per assess- ment roll.	Nature des taxes. — Nature of assessments.	Montant. — Amount.	Intérêt. — Interest.	Frais.—Costs.	Total du mon- tant et des frais.—Total amount due.
								\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
2	Cité de—City of Montreal	91	431 à—435	St. Paul	Centre	Sheldon S. Stephens	Annuelles—Annual....	456 00	27 35	1 00	484 35
3	do	133	1627 à—1649	Notre-Dame	do	Sheldons Stephens	do	864 00	51 85	1 00	916 85
7	do	1503	92 à—98	Commune—Common	Sts Anne	Mullin et—and McCrory..	do	336 00	20 16	0 75	356 91
9	do	Subd. 6 de—of 171	2661	Notre-Dame	St Antoine	Elizabeth Smart, épouse de—wife of Jas. Howley	do	48 00	2 16	2 25	52 41
11	do	Subd. 2 de—of 1530		Drummond	do	John Fairbairn	do	48 00	2 88	0 25	51 13
13	do	1528	158	do	do	do	do	336 00	16 56	1 00	353 56
14	do	1638	377 1634	Montagne—Mountain	do	do	Annuelles et spéciales —Annual and special.	210 50	8 64	0 75	219 89
				Ste-Catherine coin—cor. Guy	do	do					
18	do	Subd. 69 de—of 1822	46	Avenue—Lorne Avenue	do	Alexander M. Foster	Annuelles—Annual....	42 00	3 78	0 25	46 03
19	do	Subd. 54 de—of 1822	16	do	do	do	do	78 00	4 65	0 50	83 15
20	do	Subd. 48 de—of 1822	21	do	do	do	do	38 40	3 45	0 25	42 10
21	do	Subd. 47 de—of 1822	23	do	do	do	do	76 80	4 60	0 50	81 90
22	do	1628 B	1742	Ste-Catherine	do	Lydia M. Devine, épouse de—wife of J. H. Ireland	do	120 00	7 20	1 25	128 45
24	do	574	100	St-Urbain	St-Laurent— St. Lawrence..	John Fairbairn	do	48 00	2 88	0 85	51 53
25	do	575	490, 492	Dorchester	do	do	do	72 00	4 32	1 00	77 32
28	do	428	806 à—816	Ste-Catherine	St. Louis	Succession Olivier Rouil- lard	do	156 00	9 36	1 50	166 86

1644

29	do	Sub. 9, 7, 8 & 9 de of 915	Cadieux	do	J. D. E. Monais	do	18 00	1 08	0 45	19 58
31	do	696	223 A-to 227, Sanguinet	do	Veuve—Widow Olivier Rouillard	do	48 00	2 88	0 45	51 33
32	do	1172	429 Jacques Cartier	St. Jacques— St. James	Marie Claire Raymond, épouse de—wife of Oli- vier Rouillard	do	43 20	2 60	0 25	46 05
33	do	1169	Amherst	do	Mrs—Dame Olivier Rouil- lard	do	16 80	1 00	0 25	18 05
34	do	1185	444, 446 Jacques Cartier	do	Marie Claire Raymond, épouse de—wife of Oli- vier Rouillard	do	28 80	1 72	0 25	30 77
37	do	39	127 Commissaire Commissioners	do	Dme H. Philomène Poirier épouse de—wife of J. A. Alphonse Ouimet et— and Dme Rose de Lima Poisy dit Frenière, épouse de—wife of Louis H. Lafleur	do	228 00	13 68	2 30	243 98
39	do	1082	Visitation	do	Joseph Cletus Robillard	do	12 00	0 72	0 45	13 17
40	do	Sub. 188 de—of 1207	Mentana	do	Joseph Louis Barré	do	5 40	0 48	0 25	6 13
41	do	Sub. 187 de—of 1207	do	do	do	do	5 40	0 48		5 88
42	do	Sub. 161 de—of 1207	do	do	do	do	5 40	0 48		5 88
43	do	Sub. 160 de—of 1207	do	do	do	do	5 40	0 48		5 88
45	do	53	Commissaire Commissioners	do	James Brankin, fideicom- missaire—in trust	do	480 00	28 40	0 75	509 15
49	do	1369	36 A-to 42 Iberville	Ste. Marie— St. Mary	Joseph Uhic Enard	Spéciales—Special	164 70	14 00	0 75	179 45
50	do	1251	Chaussé	do	J. D. Edouard Monais	Annuelles—Annual	3 60	0 21	0 25	4 06
51	do	1248	DeLorimier Avenue	do	do	do	9 00	0 81	0 45	10 26
55	do	1147	Ontario	do	Inconnu—Unknown	do	13 20	1 18		14 38
56	do	1176	Gain	do	John Black (inconnu— unknown)	do	6 00	0 54		6 54
57	do	212	do	do	Eglise Méthodiste—Me- thodiste Church	do	28 80	6 37		35 17

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

PIERRE J. O. CHAUVEAU.

Bureau du Sheriff,
Montréal, 8 juillet 1886.

[Première publication, 10 juillet 1886.]

Sheriff.
2393 7

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

PIERRE J. O. CHAUVEAU.

Sheriff's Office.
Montreal, 8th July, 1886.

Sheriff.
2394

[First published, 10th July, 1886.]



FIERI FACIAS.

Cour de Circuit pour le district de Montréal.
 Montréal, à savoir : } **HORMIDAS RIEN-**
 No. 2558. } **DEAU**, épiciier, du Bas
 sin de Chambly, district de Montréal, Demandeur,
 contre les terres et tenements de **DAME DORO-**
THEE LYNCH, veuve de feu Richard Mercil, de
 la paroisse de Saint-Hubert, dans le district de
 Montréal, Défenderesse.

La jouissance et usufruit la vie durant de la dite défenderesse, Dame Dorothee Lynch, d'une terre sise et située dans la concession du côté sud-ouest du chemin de Chambly, dans la paroisse de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly, et district de Montréal, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels, faits et préparés pour les fins d'enregistrement de la paroisse de Saint-Hubert, dans le dit comté, sous le numéro cent (100); bornée en front par le chemin de Chambly—avec une maison en bois, une grange et autres dépendances sus érigées.

Cette dite jouissance et usufruit créée et lui appartenant en vertu de son contrat de mariage avec le dit feu Richard Mercille, son mari décédé, à Saint-Hubert, le ou vers le trois avril 1873, passé le dit contrat de mariage, devant M^{re} A. Mercille, N. P., en date du quatre octobre, mil huit cent cinquante et un, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement du dit comté de Chambly, le seize septembre 1854, sous le numéro 3995 et aussi en vertu d'un acte de donation fait par Jacques Mercille et son épouse au dit feu Richard Mercille, leur fils, passé devant M^{re} E. Pages, N. P., le seize décembre mil huit cent cinquante-huit, aussi dûment enregistré au même bureau d'enregistrement le sept avril 1859, sous le numéro 5696.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Hubert le VINGTIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour d'aout prochain.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Montréal, 16 juin 1886. 2179 3
 [Première publication, 19 juin 1886.]

FIERI FACIAS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **WARREN RUBEN**
 No. 2537. } **LEET**, de Danville, en
 le district de Saint-François, photographe, Deman-
 deur; contre les terres et tenements de **WILLIAM**
JOHN INGRAM, ci-devant des cité et district de
 Montréal, maintenant de la cité de New-York,
 dans l'Etat de New-York, un des Etats-Unis de
 l'Amérique, Défendeur.

1. Un lot de terre situé en la paroisse de la Pointe Claire, en le comté de Jacques-Cartier, en le district de Montréal, sous le numéro quarante-quatre (No. 44), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de La Pointe Claire, contenant un arpent et un quart de front, plus ou moins, sur la profondeur qui se trouve entre le chemin de la Reine, qui borne le dit lot en front et le Lac Saint-Louis en arrière; borné d'un côté par le chemin conduisant à la Côte Saint-Jean, et de l'autre côté par le rivage—avec la maison et autres bâties, bâties pour embarcations et pour bains sus-érigés. Avec tous les droits et appartenances sans aucune exception ou réserve.

2. Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, dit district, le dit lot étant connu comme lot numéro onze cent vingt et un, sur plan et livre de renvoi officiels du dit quartier; borné comme suit: en front par la rue Dorchester, en arrière par une ruelle en commun, d'un côté au nord-est par la rue Sainte-Genève, et de l'autre côté au sud-ouest par la propriété du Dr. Buller—avec une maison à trois étages, ayant le front en pierre, connu sous le No.

FIERI FACIAS.

Circuit Court for the district of Montreal.
 Montreal, to wit: } **HORMIDAS RIENDEAU,**
 No. 2558. } **grocer, of the Bassin de**
 Chambly, district of Montreal, Plaintiff; against
 the lands and tenements of **DAME DOROTHEE**
LYNCH, widow of the late Richard Mercil, of the
 parish of Saint Hubert, in the district of Montreal
 Defendant.

The enjoyment and usufruct during the lifetime of the said defendant, Dame Dorothee Lynch, of a land situate and being in the concession on the south-west side of the Chambly road, in the parish of Saint Hubert, in the county of Chambly, and district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference, made and prepared for the purposes of registration of the parish of Saint Hubert, in the said county, under number one hundred (100); bounded in front by the Chambly road—with a wooden house, a barn and other dependencies thereon erected.

This said enjoyment and usufruct is created and belong to her in virtue of her marriage contract with the said late Richard Mercille, her husband, deceased at Saint Hubert, on or about the third April, 1873, the said marriage contract passed before M^{re} A. Mercille, N. P., on the fourth October, one thousand eight hundred and fifty one, and duly registered in the registry office of the county of Chambly, on the sixteenth of September, 1884, under number 3995, and also in virtue of a deed of donation made by Jacques Mercille and his wife, to the said late Richard Mercille, their son, passed before M^{re} E. Pages, N. P., on the sixteenth December, one thousand eight hundred and fifty eight, also duly registered in the same registry office, on the seventh April, 1859, under number 5696.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Hubert, on the TWENTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of August next.

PIERRE J. O. CHAUVEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Montreal, 16th June, 1886. 2180
 [First published, 19th June, 1886.]

FIERI FACIAS.
District of Montreal.

Montreal, to wit: } **WARREN RUBEN LEET,**
 No. 2537. } **of Danville, in the dis-**
 trict of Saint Francis, photographer, Plaintiff;
 against the lands and tenements of **WILLIAM**
JOHN INGRAM, heretofore of the city and dis-
 trict of Montreal, presently of the city of New-
 York, in the State of New York, one of the
 United States of America, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of La Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, in the district of Montreal, bearing the number forty four (No. 44), on the official plan and in the book of reference of the said parish of La Pointe Claire, containing one arpent and a quarter in front, more or less, by the depth which may be found between the Queen's highway, which bounds the said lot in front and the Lake Saint Louis which bounds the same in rear; bounded on one side by the road leading to Côte Saint Jean, and on the other side by the beach—with the house and outbuildings, boat house and bathing house thereon erected. With all its rights, members and appurtenances without any exception or reserve.

2. A lot of land situate in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, said district, said lot being known as lot number eleven hundred and twenty one, on the official plan and book of reference of said ward; bounded as follows: in front by Dorchester street, in rear by a common lane, on one side to the north east by Sainte Geneviève street, and on the other side to the south west by the property of Dr. Buller—with a three story stone front house, known as No. 692, Dor-

692, rue Dorchester, avec étable et autres bâties sus-érigés; le mur sud ouest étant mitoyen, avec tous ses droits et appartenances sans aucune exception ou réserve.

Pour être vendus comme suit: numéro un (1), à la porte de l'église paroissiale de La Pointe Claire, le VINGTIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi; et le numéro deux (2), en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-troisième jour d'aout prochain.

PIERRE J. O. CHAUVÉAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 16 juin 1886. 2181 3
[Première publication, 19 juin 1886.]

chester street, stables and outbuildings thereon erected, of which the south west gable wall is mitoyen, with all its rights, members and appurtenances without any exception or reserve.

To be sold as follows, to wit: number one (1), at the parochial church door of the parish of La Pointe Claire, on the TWENTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon, and number two (2), at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty third day of August next.

PIERRE J. O. CHAUVÉAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 16th June, 1886. 2182
[First published, 19th June, 1886.]

Ventes par le Shérif.—Québec.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS.

Québec, à savoir: } **D**ANS une cause ou GOD-
No. 2385. } FROI BROCHU, de la
paroisse de Sainte-Agathe, marchand, était Demandeur; et SUZANE McCaffrey, du même lieu, veuve de feu James McGinley, on son vivant, du même lieu, en sa qualité de tutrice dûment nommée aux enfants mineurs issus de son mariage avec son dit défunt époux, et autres, étaient Défendeurs; le dit demandeur Godfroi Brochu contre la dite Suzane McCaffrey, es-qualité et autres, à savoir:

Les Nos. 236 et 238, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agathe, étant une terre située concession Saint-Patrice, de cinq arpents de large sur quarante arpents de long environ—avec bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en un seul et même lot, vente à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Agathe, le DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le deuxième jour de novembre prochain.

ALLEYN & PAQUET

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 12 août 1886. 2815
[Première publication, 14 août 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **T**HOMAS CULL, ci-devant
No. 1128. } de la paroisse de Saint-Romuald, dans le district de Québec, maintenant du lieu appelé Rat Portage, dans la Province de Manitoba, marchand de bois; contre WILLIAM HENRY VACHON, de la paroisse de Saint-Romuald, à savoir:

1^o Le tiers indivis du lot No. 570, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de forme irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord par le No. 560, contenant en superficie vingt-neuf arpents et soixante

Sheriff's Sales.—Quebec.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other* oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS.

Québec, to wit: } **I**N a cause wherein GODFROI
No. 2385. } BROCHU, of the parish of Sainte Agathe, merchant, was Plaintiff; and SUZAN McCaffrey, of the same place, widow of the late James McGinley, in his lifetime, of the same place, in her quality of tutrix duly appointed to the minor children issue of her marriage with her said husband, deceased, and others, were Defendants; the said plaintiff Godfroi Brochu against the said Suzan McCaffrey, *es-qualité*, and others, to wit:

Nos. 236 and 238, of the official cadastre of the parish of Sainte Agathe, being a land situate in the concession Saint Patrice, of five arpents in width by about forty arpents in length—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in one and the same lot, sale at the church door of the parish of Sainte Agathe, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of November next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 12th August, 1886. 2816
[First published, 14th August, 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **T**HOMAS CULL, heretofore
No. 1128. } of the parish of Saint Romuald, in the district of Québec, now of the place called Rat Portage, in the province of Manitoba, lumber merchant; against WILLIAM HENRY VACHON, of the parish of Saint Romuald, to wit:

1^o The undivided third of lot No. 570, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by N^o 560, containing in superficies twenty nine arpents

dix-sept perches—circonstances et dépendances.

2° Le tiers indivis du lot No. 569, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de grève situé à New-Liverpool; borné au nord par le fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie dix-sept arpents, cinquante-cinq perches—avec maison dessus érigée, circonstances et dépendances.

3° Le tiers indivis du lot No. 559, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord par le No. 553a, au sud par le chemin du fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie dix perches—circonstances et dépendances.

4° Le tiers indivis du lot No. 558, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord au chemin du fleuve, contenant en superficie dix-neuf arpents et soixante-quinze perches—circonstances et dépendances.

5° Le tiers indivis du lot No. 584, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au chemin du fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie quatre-vingt-une perches—avec moulin à scie, circonstances et dépendances.

6° Le tiers indivis du lot No. 553a, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord au fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie quatre-vingt-deux perches—circonstances et dépendances.

7° Le tiers indivis du lot No. 542, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord par le No. 539, au sud par le chemin du fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie vingt-six perches—circonstances et dépendances.

8° Le tiers indivis du lot No. 541, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, située à New-Liverpool; borné au nord au No. 540, contenant en superficie vingt-deux perches—circonstances et dépendances.

9° Le tiers indivis du lot No. 540, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord au fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie un arpent et quatre-vingt-sept perches—circonstances et dépendances.

10° Le tiers indivis du lot No. 545, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord au fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie deux arpents sept perches—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Romuald, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin: Le dit bref rapportable le trente octobre prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, le 14 août 1886. 2809
[Première publication, 14 août 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: THOMAS CULL, ci-devant No. 2326. } de la paroisse de Saint-Romuald, dans le district de Québec, maintenant de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, marchand de bois; contre HUGH RITCHIE et JOHN RITCHIE, tous deux de la paroisse de Saint-Romuald, au lieu appelé New-Liverpool, et

and seventy seven perches—circumstances and dependencies.

2° The undivided third of lot No. 569, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a beach lot situate at New-Liverpool; bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies seventeen arpents fifty five perches—with house thereon erected, circumstances and dependencies.

3° The undivided third of lot No. 559, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by No. 553a, to the south by the highway along the river Saint Lawrence, containing in superficies ten perches,—circumstances and dependencies.

4° The undivided third of lot No. 558, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the road along the river, containing in superficies nineteen arpents and seventy five perches—circumstances and dependencies.

5° The undivided third of lot No. 584, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded by the said highway, containing in superficies eighty one perches—with saw mill, circumstances and dependencies.

5° The undivided third of lot No. 553a, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies eighty two perches—circumstances and dependencies.

7° The undivided third of lot No. 542, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by No. 539, to the south by the river Saint Lawrence, containing in superficies twenty-six perches—circumstances and dependencies.

8. The undivided third of lot No. 541, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by No. 540, containing in superficies twenty two perches—circumstances and dependencies.

9° The undivided third of lot No. 540, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies one arpent and eighty seven perches—circumstances and dependencies.

10° The undivided third of lot No. 545, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies two arpents seven perches—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Romuald, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of October next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 14th August, 1886. 2810
[First published, 14th August, 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: THOMAS CULL, heretofore No. 2326. } of the parish of Saint Romuald, in the district of Québec, now of the city of Toronto, in the province of Ontario, lumber merchant; against HUGH RITCHIE and JOHN RITCHIE, both of the parish of Saint Romuald, at the place called New-Liverpool, and WILLIAM

WILLIAM RITCHIE, de la cité des Trois-Rivières, marchand de bois, à savoir :

Faisis comme appartenant à Hugh Ritchie et John Ritchie.

1° Les deux tiers indivis du lot No. 570, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord par le No. 560, contenant en superficie vingt-neuf arpents et soixante-dix perches—circonstances et dépendances.

2° Les deux tiers indivis du lot No. 569, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de grève situé à New-Liverpool; borné au nord au fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie dix-sept arpents cinquante cinq perches—avec maison dessus érigée, circonstances et dépendances.

3° Les deux tiers indivis du lot No. 559, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord par le No. 553a, au sud par le chemin du fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie dix perches—circonstances et dépendances.

4° Les deux tiers indivis du lot No. 558, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord au chemin du fleuve Saint-Laurent, contenant dix-neuf arpents soixante quinze perches en superficie—circonstances et dépendances.

5° Les deux tiers indivis du lot No. 584, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au chemin du fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie quatre-vingt une perches—avec moulin à scie et autres bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

6° Les deux tiers indivis du lot No. 553a du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; bornée au nord au fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie quatre-vingt deux perches—circonstances et dépendances.

7° Les deux tiers indivis du lot No. 542, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord par le No. 539, au sud par le chemin du fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie vingt-six perches—circonstances et dépendances.

8° Les deux tiers indivis du lot No. 541, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord au fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie vingt-deux perches—circonstances et dépendances.

9° Les deux tiers indivis du lot No. 540, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord au fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie un arpent et quatre-vingt-sept perches—circonstances et dépendances.

10° Les deux tiers indivis du lot No. 545, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald, étant un lot de terre de figure irrégulière, situé à New-Liverpool; borné au nord au chemin du fleuve Saint-Laurent, contenant en superficie deux arpents et sept perches—circonstances et dépendances.

Tout être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Romuald, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit brei rapportable le trentième jour d'octobre prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif,
Québec, 12 août 1856.

[Première publication, 11 août 1856.]

Shérif.
2911

RITCHIE, of the city of Three Rivers, lumber merchant, to wit :

Seized as belonging to Hugh Ritchie and John Ritchie.

1° The two undivided thirds of lot No. 570, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by lot No. 560, containing in superficies twenty nine arpents and seventy seven perches—circumstances and dependencies.

2° The two undivided thirds of lot No. 569, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a beach lot situate at New-Liverpool; bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies seventeen arpents fifty five perches—with house thereon erected, circumstances and dependencies.

3° The two undivided thirds of lot No. 559, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by No. 553a, to the south by the highway along the river Saint Lawrence, containing in superficies, ten perches, —circumstances and dependencies.

4° The two undivided thirds of lot No. 558, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the road along the river Saint Lawrence, containing in superficies nineteen arpents and seventy five perches—circumstances and dependencies.

5° The two undivided thirds of lot No. 584, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded by the road along the river Saint Lawrence, containing in superficies eighty one perches—with saw mill and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

6° The two undivided thirds of lot No. 553a, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies eighty two perches—circumstances and dependencies.

7° The two undivided thirds of lot No. 542, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by No. 539, to the south by the river Saint Lawrence, containing in superficies twenty six perches—circumstances and dependencies.

8° The two undivided thirds of lot No. 541, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies twenty two perches—circumstances and dependencies.

9° The two undivided thirds of lot No. 540, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies one arpent and eighty seven perches—circumstances and dependencies.

10° The two undivided thirds of lot No. 545, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald, being a lot of land of irregular outline, situate at New-Liverpool; bounded to the north by the river Saint Lawrence, containing in superficies two arpents and seven perches—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Romuald, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of October next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office,
Quebec, 12th August, 1856.

[First published, 14th August, 1856.]

Sheriff.
2512

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } CLEMENT HENRY JOHN
No. 1478. } HEIGHAM, de la ville
d'Ipswich, dans le comté de Suffolk, en Angle
terre, ci-devant major du dix-septième régiment
de pied, grand connétable du comté de Suffolk, et
DAME GRACE CHARLOTTE FRASER, son
épouse, par lui dûment autorisée pour les fins des
présentes; contre ERNEST WILLIAM BENSON,
ci-devant de la paroisse de Saint-Romuald, et
maintenant de la cité de New-York, dans les Etats
Unis de l'Amérique, écuyer, marchand, à savoir :

1° La partie sud-est du lot No. 401, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, mesurant en superficie quatre cent quarante arpents et trente perches, plus ou moins; borné en front vers le nord-ouest partie à James McKenzie et partie au chemin public, en arrière vers le sud-est par Pierre Lagueux ou ses représentants, vers le nord-est partie à James McKenzie, et partie à James Gaherty, et partie aux héritiers Louis Lambert, au sud-ouest à Benjamin Côté ou ses représentants, et plus amplement décrite dans un acte de partage entre le dit Ernest William Benson et Edward C. Benson, exécuté devant M^{re}. E. G. Meredith, notaire, à Québec, le 14 décembre 1881.

2° Le lot No. 414, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, étant un lot de terre situé à Saint-Romuald; borné au nord par le No. 401, contenant en superficie vingt-deux mille pieds—circonstances et dépendances.

3° Le No. 415, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, étant un lot de terre situé sur le côté nord du chemin public; borné au nord par le No. 414, contenant en superficie dix-neuf mille vingt-cinq pieds—circonstances et dépendances.

4° Le lot No. 416, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, étant un lot de terre située sur le côté nord du chemin public; borné au nord par le No. 415, contenant en superficie dix-neuf mille vingt-cinq pieds—circonstances et dépendances.

5° Le lot No. 417, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, étant un lot de terre situé à Saint-Romuald; borné au nord par le No. 416, contenant en superficie trente trois mille pieds—circonstances et dépendances.

6° Le lot No. 418, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, étant un lot de terre située sur le côté nord du chemin public; borné au nord par le No. 417, contenant en superficie deux mille sept cent cinquante pieds—circonstances et dépendances.

7° Le lot No. 419, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, étant un lot de terre située sur le côté nord du chemin public; borné au nord par le No. 401, contenant en superficie deux arpents et cinquante trois pieds—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Romuald, le DIX HUITIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trente octobre prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 12 août 1886. 2813
[Première publication, 14 août 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LA CORPORATION DE
No. 1936. } LA VILLE DE LÉVIS,
corps politique et incorporé, ayant son principal
bureau d'affaires en la ville de Lévis; contre
EDWIN ALLAN JONES, de la cité de Québec,
bourgeois, à savoir :

Le No. 458, du cadastre officiel pour le quartier

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } CLEMENT HENRY JOHN
No. 1478. } HEIGHAM, of the town of
Ipswich, in the county of Suffolk, England, heretofore major of the seventeenth regiment of
infantry, high constable of the county of Suffolk,
and DAME GRACE CHARLOTTE FRASER, his
wife, by him duly authorized for the purposes of
these presents; against ERNEST WILLIAM
BENSON, heretofore of the parish of Saint-
Romuald, and now of the city of New-York, in
the United States of America, esquire, merchant,
to wit :

1° The south east portion of lot No. 401, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, measuring in superficies four hundred and forty arpents and thirty perches, more or less; bounded in front towards the north west partly by James McKenzie and partly by the public road, in rear towards the south east by Pierre Lagueux or his representatives, towards the north east partly by James McKenzie and partly by James Gaherty, and partly by the heirs Louis Lambert, to the south west by Benjamin Côté or his representatives, and more fully described in a deed of division between the said Ernest William Benson and Edward C. Benson, executed before M^{re}. E. G. Meredith, notary, at Quebec, on the 14th December, 1881.

2° Lot No. 414, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, being a lot of land situate at Saint Romuald; bounded to the north by No. 401, containing in superficies twenty two thousand feet—circumstances and dependencies.

3° No. 415, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, being a lot of land situate on the north side of the public road; bounded to the north by No. 414, containing in superficies, nineteen thousand and twenty five feet—circumstances and dependencies.

4° Lot No. 416, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, being a lot of land situate on the north side of the public road; bounded to the north by No. 415, containing in superficies nineteen thousand and twenty five feet, circumstances and dependencies.

5° Lot No. 417, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, being a lot of land situate at Saint Romuald; bounded to the north by No. 416, containing in superficies thirty three thousand feet—circumstances and dependencies.

6° Lot No. 418, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, being a lot of land situate on the north side of the public road; bounded to the north by No. 417, containing in superficies two thousand seven hundred and fifty feet—circumstances and dependencies.

7° Lot No. 419, of the official cadastre of the parish of Saint Romuald d'Etchemin, being a lot of land situate on the north side of the public road; bounded to the north by No. 401, containing in superficies two arpents and fifty three feet—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Romuald, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth of October next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 12th August, 1886. 2814
[First published, 14th August, 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } THE CORPORATION OF THE
No. 1936. } TOWN OF LÉVIS, a body
politic and incorporate, having its chief business
office in the town of Lévis; against EDWIN
ALLAN JONES, of the city of Québec, gentleman,
to wit :

No. 458, of the official cadastre for Saint Lauren

Saint-Laurent, en la ville de Lévis, étant un emplacement situé à Hadlow Cove; borné en front au nord par le chemin public, en arrière au sud par le pied du Cap—avec une maison dessus érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David de L'Aube-Rivière, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le dixième jour de septembre prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 17 juin 1886. 2207 3
[Première publication, 19 juin 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } L'HONORABLE CHAR-
No. 1278. } LES ALLEYN, des cité
et district de Québec, avocat, shérif du district de
Québec; contre ELIZA MANGAN, épouse com-
mune en biens de feu Thomas Lane, en son vivant,
de la cité de Québec, *Timber Tower*, décédé, John
Lane et François *alias* Francis Lane, de la cité de
Montréal, Patrick Lane, Bridget Lane, fille ma-
jeure, Ellen Lane, fille majeure, Thomas Lane et
Elizabeth Margaret Lane, fille majeure, tous de la
cité de Québec, à savoir :

Le lot No. 2348, du cadastre officiel du quartier
Champlain, de la cité de Québec, étant un empla-
cement de 12,285 pieds anglais en superficie; et
situé sur le côté nord de la rue Champlain;
borné à l'est par le No. 2347, et à l'ouest par le
No. 2351 du dit cadastre—avec bâtisses.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la cité
de Québec, le VINGTIÈME jour d'AOUT pro-
chain, à DIX heures du matin. Le dit bref rap-
portable le vingt troisième jour d'août prochain.

ALF. BELLEAU.

Bureau du Coroner, Coroner.
Québec, 15 juin 1886. 2201 3
[Première publication, 19 juin 1886.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } NARCISSE THÉODULE
No. 1823. } PARE, de la paroisse de
Deschambault, marchand; contre DAME DELI-
MA LAGANIÈRE, de Montréal, veuve de feu
Isidore Hamelin dit Laganière, actuellement
domiciliée à Montréal, à savoir :

1° Le No. 326, du cadastre officiel de la paroisse
des Grondines, comté de Portneuf, étant un lot de
terre de sept perches et neuf pieds de largeur sur
quarante arpents de profondeur; borné au nord-
ouest par le No. 454, au sud-est par le No. 293, au
nord-est par le No. 325, et au sud-ouest par les Nos.
327 et 328 du dit cadastre.

2° Le No. 354, du cadastre officiel de la paroisse
des Grondines, comté de Portneuf, étant un lot
de terre d'un arpent de largeur sur trente arpents
de profondeur; borné au nord-ouest par le No.
435, au sud-est par le No. 274, au nord-est par le
chemin public, et au sud-ouest par le No. 355 du
dit cadastre, sauf et à distraire deux emplace-
ments, dont l'un d'un arpent en superficie, appar-
tenant à M. Adolphe Grandbois, et l'autre à M.
Hubert Hamelin Laganière, d'environ quatre
perches en superficie.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
des Grondines, le VINGTIÈME jour d'AOUT
prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref
rapportable le vingt-sixième jour d'août prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 17 juin 1886. 2205 3
[Première publication, 19 juin 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } L'HONORABLE FRE-
No. 1648. } DERICK WILLIAM
ANDREWS, de la paroisse de Saint-Sauveur, dans
la banlieue de la cité de Québec, un des Juges de

ward, in the town of Lévis, being an emplacement
situate at Hadlow Cove; bounded in front to the
north by the public road, in rear to the south by
the foot of the Cape—with a house thereon erected,
circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint David de L'Aube Rivière, on the TWENTY
THIRD day of AUGUST next, at TEN o'clock in
the forenoon. The said writ returnable on the
tenth day of September next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 17th June, 1886. 2203
[First published, 19th June, 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } THE HONORABLE CHAR-
No. 1278. } LES ALLEYN, of the city and
district of Quebec, advocate, sheriff, of the district
of Quebec; against ELIZA MANGAN, wife in
common as to property of the late Thomas Lane,
in his lifetime, of the city of Quebec, timber
tower, deceased, John Lane and François *alias*
Francis Lane, of the city of Montreal, Patrick
Lane, Bridget Lane, spinster, Ellen Lane, spinster-
Thomas Lane and Elizabeth Margaret Lane, spinster,
all of the city of Quebec, to wit :

Lot No. 2348, of the official cadastre of Cham-
plain ward, of the city of Quebec, being an empla-
cement of 12,285 english feet in superficies, and
situate on the north side of Champlain street;
bounded to the east by No. 2347, and to the west
by No. 2351 of said cadastre, with buildings.

To be sold at the sheriff's office in the city of
Quebec, on the TWENTIETH day of AUGUST
next, at TEN o'clock in the forenoon. The said
writ returnable on the twenty third day of August
next.

ALF. BELLEAU,

Coroner's Office, Coroner.
Quebec, 15th June, 1886. 2202
[First published, 19th June, 1886.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } NARCISSE THEODULE
No. 1823. } PARE, of the parish of Des-
chambault, merchant; against DAME DELI-
MA LAGANIÈRE, of Montreal, widow of the late
Isidore Hamelin dit Laganière, now residing at
Montreal, to wit :

1° No. 326, of the official cadastre of the parish
of Grondines, county of Portneuf, being a lot of
land of seven perches and nine feet in width by
forty arpents in depth; bounded to the north
west by No. 454, to the south east by No. 293, to
the north east by No. 325, and to the south west
by Nos. 327 and 328 of said cadastre.

2° No. 354, of the official cadastre of the parish
of Grondines, county of Portneuf, being a lot of
land of one arpent in width by thirty arpents in
depth; bounded to the north west by No. 435, to
the south east by No. 274, to the north east by the
public road, and to the south west by No. 355
of said cadastre, excepting and to be reserved
therefrom two emplacements, one of which is one
arpent in superficies, belonging to Mr. Adolphe
Grandbois, and the other to Mr. Hubert Hamelin
Laganière, of about four perches in superficies.

To be sold at the parochial church door of
Grondines, on the TWENTIETH day of AUGUST
next, at TEN o'clock in the forenoon. The said
writ returnable on the twenty sixth day of August
next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 17th June, 1886. 2205
[First published, 19th June, 1886.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } THE HONORABLE FREDE-
No. 1648. } RICK WILLIAM AN-
DREWS, of the parish of Saint-Sauveur, in the
Banlieue of the city of Québec, one of the judges

la Cour Supérieure du Bas-Canada ; contre LAWRENCE O'CONNOR, aussi appelé LAWRENCE CONNORS, de la paroisse de Sainte-Catherine, dans le comté de Portneuf, cultivateur, à savoir :

1^o Le No. 625, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Catherine de Fossambault, étant un lot de terre situé au septième rang, de figure irrégulière ; et borné vers le sud-ouest par une route et par les Nos. 624 et 626, et vers le nord-ouest par la huitième concession, vers le sud-est par la sixième concession, et vers le nord-est par le chemin à lisses de Québec et Gosford et par le No. 627, mesurant trois arpents de largeur, contenant en superficie quatre-vingt-neuf arpents—avec bâtisses dessus érigées.

2^o Le No. 635, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Catherine de Fossambault, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé au huitième rang ; borné vers le nord-est au No. 634, vers le nord-ouest par la neuvième concession, vers le sud-est par la septième concession, et vers le sud-ouest par le No. 636, mesurant trois arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, contenant en superficie quatre-vingt-dix arpents—circonstances et dépendances.

Pour être vengus à la porte de l'église paroissiale de Sainte Catherine de Fossambault, le VINGT-ET-UNIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quatrième jour de septembre prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif.

Québec, 17 juin 1886.

[Première publication, 19 juin 1886.]

Shérif.

2203 3

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit.

Québec, à savoir : } ISIDORE NOEL BELLEAU
No. : 290. } ET CHARLES DARVEAU,
tous deux de Lévis, avocats, et LAWRENCE
STAFFORD, de Québec, avocat, tous trois ci-
devant associés comme tels au dit lieu sous le
nom et raison de Belleau, Darveau et Stafford,
contre DAMASE PELLETIER et JEAN-BAP-
TISTE PELLETIER, tous deux de Lévis, à savoir :

Saisi comme appartenant à Jean-Baptiste Pelle-
tier.

Le No. 51, du cadastre officiel de la ville de Lévis, quartier de Lauzon, étant un lot de terre située rue Fraser—avec maison dessus érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de la Victoire, le DIX-HUITIEME jour de SEPTEMBRE, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le deuxième jour d'octobre prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif,

Québec, 15 juillet 1886.

[Première publication, 17 juillet 1886.]

Shérif.

2503 2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LOUIS PARE, de la paroisse
No. 1932. } de Saint-Joachim, jour-
nalier ; contre GEORGE BOLDUC, de la paroisse
de Saint-Féréol, district de Québec, cultivateur, à
savoir :

1. Le No. 371, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Féréol, étant une terre située au premier rang de la dite paroisse, de trois arpents de front depuis la rivière Sainte-Anne à aller au chemin Royal ; et de là le front est de deux arpents à gagner le nord jusqu'au trait carré de la concession de Saint-Julien ; bornée au sud-ouest à Cléophe Lachance, et au nord-est à Flavien Goulette et Jean Bilodeau—avec ensemble une maison en pierre, une étable, une grange et une bâtisse ci-dessus construites.

2. Le No. 120, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Féréol, une terre située en la concession de Saint-Ignace, de trois arpents de front sur dix-neuf arpents de profondeur ; bornée au sud à la concession Saint-Julien, au nord au

of the Superior Court for Lower Canada ; against LAWRENCE O'CONNOR, also called LAWRENCE CONNORS, of the parish of Sainte Catherine, in the county of Portneuf, farmer, to wit :

1^o No. 625, of the official cadastre of the parish of Sainte Catherine de Fossambault, being a lot of land of irregular outline, situate in the seventh range ; bounded towards the south west by a by-road and by Nos. 624 and 626, and towards the north west by the eighth concession, towards the south east by the sixth concession, and towards the north east by the Quebec and Gosford railway and by No. 627, measuring three arpents in width, containing in superficies eighty nine arpents—with buildings thereon erected.

2^o No 635, of the official cadastre of the parish of Sainte Catherine de Fossambault, county of Portneuf, being a lot of land situate in the eighth range ; bounded towards the north east by No. 634, towards the north west by the ninth concession, towards the south east by the seventh concession, and towards the south west by No. 636, measuring three arpents in width by thirty arpents in depth, containing in superficies ninety arpents, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Catherine de Fossambault, on the FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourth day of September next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office.

Quebec, 17th June, 1886.

[First published, 19th June, 1886.]

Sheriff.

2204

FIERI FACIAS.

Circuit Court

Québec, to wit : } ISIDORE NOEL BELLEAU,
No. 2290. } AND CHARLES DARVEAU,
both of Lévis, advocates, and LAWRENCE
STAFFORD, of Québec, advocate, all three here-
tofore in partnership as such in the said place,
under the name and firm of Belleau, Darveau &
Stafford ; against DAMASE PELLETIER and
JEAN BAPTISTE PELLETIER, both of Lévis, to
wit :

Seized as belonging to Jean Baptiste Pelletier.

No. 51, of the official cadastre of the town of Lévis, Lauzon ward, being a lot of land situate on Fraser street—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de la Victoire, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of October next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office,

Quebec, 15th July, 1886.

[First published, 17th July, 1886.]

Sheriff.

2504

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } LOUIS PARÉ, of the parish
No. 1932. } of Saint Joachim, laborer ;
against GEORGE BOLDUC, of the parish of Saint
Féréol, district of Québec, farmer, to wit :

1. No. 371, of the official cadastre of the parish of Saint Féréol, being a land situate in the first range of the said parish, of three arpents in front from the river Sainte Anne running to the Queen's highway ; thence the front is two arpents running north to the division line of the concession of Saint Julien ; bounded to the south west by Cléophe Lachance, and to the north east by Flavien Goulette and by Jean Bilodeau—together with a stone house, a stable, a barn and a building thereon erected.

2. No. 120, of the official cadastre of the parish of Saint Féréol, a land situate in the concession Saint Ignace, of three arpents in front by nineteen arpents in depth ; bounded to the south by the concession Saint Julien, to the north by the same

Séminaire de Québec, terre non concédée, au nord-est à Téléphore Déchéne, et au sud-ouest partie à David Bilodeau et partie à Jean Bilodeau, —avec ci-dessus construit une cabane à sucre, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Férol, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le deuxième jour d'octobre prochain.

ALLEYN & PAQUET,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 15 juillet 1886. 2505 2
[Première publication, 17 juillet 1886.]

Ventes par le Shérif.—Rimouski.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bre

Cour Supérieure, siégeant à Montréal.

Canada, } ISIDORE LECLAIRE,
Province de Québec, } ALDERIC DES-
District de Rimouski, } CHAMPS et ALPHONSE
No. 1126. } LECLAIRE, tous trois
marchands, de la cité et district de Montréal, et faisant affaires ensemble comme tels, sous les nom et raison de T. & J. Leclaire & Cie., Demandeurs; vs. DAME MARIE SOPHIE GAGNIER, de la paroisse de Sainte-Luce, dans le district de Rimouski, épouse dûment séparée quant aux biens de Jean Baptiste D'Anjou, commerçant, du même lieu, par son dit époux dûment autorisée aux fins des présentes, et ce dernier en autant qu'il peut en être besoin pour assister et autoriser sa dite épouse, la dite Dame Marie Sophie Gagnier, faisant ci-devant affaires au dit lieu de Sainte-Luce, sous le nom de "J. B. D'Anjou," Défenderesse, savoir :

Le numéro quatre-vingt-neuf (89), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Luce, situé au premier rang, contenant un arpent et demi en superficie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le numéro cinquante (50), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Luce, situé au premier rang, contenant soixante arpents en superficie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le numéro quatre-vingt-sept (87), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Luce, situé au premier rang, contenant un arpent et demi en superficie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les numéros trente-neuf et quarante (39 et 40), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Luce, situés au premier rang, contenant cent trente arpents en superficie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Le numéro trente-trois (33), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Luce, situé au premier rang, contenant quarante-deux arpents en superficie—avec bâtisse dessus construites, circonstances et dépendances.

nary of Quebec, unconceded land, to the north east by Téléphore Déchéne, and to the south west partly by David Bilodeau, and partly by Jean Bilodeau —with a sugar hut *Cabane à sucre*, thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Férol, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of October next.

ALLEYN & PAQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 15th July, 1886. 2506
[First published, 17th July, 1886.]

Sheriff's Sales—Rimouski.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

Superior Court, sitting at Montreal.

Canada, } ISIDORE LECLAIRE
Province of Québec, } ALDERIC DES-
District of Rimouski, } CHAMPS and ALPHONSE
No. 1126. } LECLAIRE, all three merchants, of the city and district of Montreal, and doing business together as such under the name and firm of T. & J. Leclaire & Cie., Plaintiffs; vs. DAME MARIE SOPHIE GAGNIER, of the parish of Sainte Luce, in the district of Rimouski, wife duly separated as to property from Jean Baptiste D'Anjou, trader, of the same place, by her said husband duly authorized for the purposes of these presents, and the latter in as much as may be necessary to assist and authorize his said wife, the said Dame Marie Sophie Gagnier, heretofore doing business at the said place Sainte Luce, under the name of J. B. D'Anjou, Defendant, to wit:

Number eighty nine (89), of the official cadastre of the parish of Sainte Luce, situate in the first range, containing one arpent and a half in superficies—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Number fifty (50), of the official cadastre of the parish of Sainte Luce, situate in the first range, containing sixty arpents in superficies—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Number eighty seven (87), of the official cadastre of the parish of Sainte Luce, situate in the first range, containing one arpent and a half in superficies—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Numbers thirty nine and forty (39 and 40), of the official cadastre of the parish of Sainte Luce, situate in the first range, containing one hundred and thirty arpents in superficies—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Number thirty three (33), of the official cadastre of the parish of Sainte Luce, situate in the first range, containing forty two arpents in superficies—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Le numéro deux cent vingt (220), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Luce, situé au deuxième rang, contenant quatre-vingt dix arpents en superficie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Un emplacement situé au deuxième rang de Sainte-Luce, enclavé dans le numéro cent quatre vingt neuf (189), du cadastre officiel de la susdite paroisse; borné au nord à Auguste Laberge, au sud à André L'Abbé, à l'est à la route, et à l'ouest au dit André L'Abbé—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Luce, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT prochain (1886), à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour de septembre aussi prochain 1886.

ALFR. MARTIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Kimouski, le 12 juin, 1886. 2159 3
[Première publication, 19 juin 1886.]

Ventes par le Shérif.—Saguenay.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } IRENÉE GAUTHIER, de No. 605. } la paroisse de Saint-Irénée, cultivateur, Demandeur; contre RICHARD GAUTHIER *et al.*, du dit lieu, Défendeurs.

Comme appartenant au demandeur, à savoir:

Une terre située en la paroisse Saint-Irénée, concession Saint-Thomas, de six arpents de front sur environ dix à douze arpents de profondeur; bornée en front au ruisseau Jureux, par derrière à la concession Saint-Antoine, au nord-est à Thomas Gauthier ou ses représentants, au sud-ouest à Juste Boivin—avec toutes les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances. La dite terre étant les lots Nos. 108 et 109 et partie du lot No. 110, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Irénée.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse Saint-Irénée, le VINGT ET UNIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le douzième jour d'octobre prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 3 août 1886. 2741
[Première publication, 14 août 1886.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir: } O SIA S A UDET, ci-devant No. 607. } de la paroisse de la Baie Saint-Paul, actuellement de la paroisse Saint-Edmond, Coaticook, cultivateur et ancien marchand, et HECTOR BOILY, de la dite paroisse de la Baie Saint-Paul, cultivateur et navigateur, à savoir:

Number two hundred and twenty (220), of the official cadastre of the parish of Sainte Luce, situate in the second range, containing ninety arpents in superficies—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

An emplacement situate in the second range of Sainte Luce, enclosed within number one hundred and eighty nine (189), of the official cadastre of the aforesaid parish; bounded to the north by Auguste Laberge, to the south by André L'Abbé, to the east by the by-road, and to the west by the said André L'Abbé—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Luce, on the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, (1886), at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixth day of September also next, (1886)

ALFR. MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, 12th June, 1886. 2160
[First published, 19th June, 1886.]

Sheriff's Sales—Saguenay.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions to the sale, except in cases of Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceeding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ

VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } IRENÉE GAUTHIER, of the No. 605. } parish of Saint Irénée, farmer, Plaintiff; against RICHARD GAUTHIER *et al.*, of the said place, Defendants.

As belonging to the plaintiff, to wit:

A land situate in the parish of Saint-Irénée, concession Saint-Thomas, of six arpents in front by about from ten to twelve arpents in depth; bounded in front by the Ruisseau Jureux, in rear by the concession Saint-Antoine, to the north east by Thomas Gauthier or his representatives, to the south west by Juste Boivin—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. The said land being lots Nos. 108 and 109 and part of lot No. 110, of the official cadastre of the parish of Saint-Irénée.

To be sold at the church door of the parish of Saint Irénée, on the TWENTY FIRST day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The writ returnable on the twelfth day of October next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 3rd August, 1886. 2742
[First published, 14th August, 1886.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } O SIA S A UDET, heretofore No. 607. } of the parish of la Baie Saint Paul, now of the parish of Saint Edmond, Coaticook, farmer, and formerly merchant; against HECTOR BOILY, of the said parish of la Baie Saint Paul, farmer and navigator, to wit:

1. La quatrième partie in livise d'un terrain de forme irrégulière, étant le dit terrain le No. 4. sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de la Petite Rivière Saint-François-Xavier, dans le rang des Prairies, contenant en total mille dix arpent de terre en superficie — sans bâtisses.

2. Un terrain irrégulier, étant le No. 1099, sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de la Baie Saint-Paul, dans la Côte du Moulin, contenant sept arpent quatre vingt dix-neuf perches et deux cent quatre-vingt huit pieds en superficie ; borné vers l'est par la rivière du Moulin, vers l'ouest par le chemin public, entre le No. 1098, du côté nord et le No. 1100 du côté sud—sans bâtisses.

3. Le No. 1026, du dit cadastre officiel de la Baie Saint-Paul, contenant vingt perches de terre en superficie ; borné vers l'ouest par le chemin, vers l'est par le No. 1024, vers le nord par le No. 1027, et vers le sud par le No. 1025—avec bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus le premier lot, à la porte de l'église de la paroisse de la Petite Rivière Saint-François-Xavier, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin ; et les second et troisième lots à la porte de l'église de la paroisse de la Baie Saint-Paul, le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le deuxième jour de novembre prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 9 août 1886. 2805
[Première publication, 14 août 1886.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Québec.

Malbaie, à savoir : } **U** que dans une cause où No. 686. } **JOSEPH ELZEAR BERNIER**, de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, capitaine au long cours, était Demandeur ; **THEODORE BOUCHARD**, de la paroisse de l'Île-aux-Coudres, était Défendeur, et François Marcellin Audet *et al.*, de la cité de Québec, marchands, étaient Défendeurs mis en cause, à savoir :

Une terre d'un arpent et quatre perches de front sur vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins pour le tout, située en la paroisse de l'Île-aux-Coudres, dans le rang du Cap à la Branche, étant les Nos. 123 et 124 du cadastre officiel de la paroisse de l'Île-aux-Coudres ; bornée au nord-est au trait-carré du rang du Cap à la Branche, au sud-ouest partie à Séraphin Perron et partie à Gabriel Perron, au sud à Monique Tremblay, veuve de feu Germain Demeule ou à ses représentants, au nord à Cyprien Desgagners,—avec une grange dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de l'Île-aux-Coudres, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour de septembre prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 14 juin 1886. 2183 3
[Première publication, 19 juin 1886.]

VENDITIONI EXPONAS

Cour Supérieure—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } **B**ASILICE LABERGE, No. 566. } **B** veuve de Joseph Bergeron, en son vivant, cultivateur de la paroisse Sainte Agnès, de la paroisse Saint-Jérôme du Lac Saint-Jean ; contre **EMILE LABERGE**, cultivateur, de la paroisse Sainte-Agnès, en sa qualité de tuteur dûment élu en justice aux enfants mineurs de feu Ferdinand Bergeron, à savoir :

Une terre située en la paroisse Sainte-Agnès,

1. The undivided fourth part of a lot of land of irregular outline, the said lot being No. 4, on the plan and book of reference of the official cadastre for the parish of the Petite Rivière Saint-François Xavier, in the des Prairies range, the whole containing one thousand and ten arpents of land in superficies—without buildings.

2. A lot of land of irregular outline, being No. 1099, on the plan and book of reference of the official cadastre for the parish of la Baie Saint Paul, in the Côte du Moulin, containing seven arpents, ninety nine perches and two hundred and eighty eight feet in superficies ; bounded towards the east by the rivière du Moulin, towards the west by the public road, between No 1098, on the north side, and No. 1100 on the south side.—without buildings.

3 No 1026, of said official cadastre of la Baie Saint Paul, containing twenty perches of land in superficies ; bounded towards the west by the road, towards the east by No. 1024, towards the north by No. 1027, and towards the south by No. 1025—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The first lot to be sold at the church door of the parish of la Petite Rivière Saint François Xavier, on the NINETEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon ; and the second and third lots at the church door of the parish of la Baie Saint Paul, on the TWENTIETH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of November next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Shérif.
Malbaie, 9th August, 1886. 2866
[First published, 14th August, 1886.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Quebec.

Malbaie, to wit : } **SEEING** that in a cause No. 686. } **S** wherein **JOSEPH ELZEAR BERNIER**, of the parish of Saint Sauveur of Quebec, captain in the merchant service, was Plaintiff ; **THEODORE BOUCHARD**, of the parish of L'Isle-aux-Coudres, was Defendant, and François Marcellin Audet *et al.*, of the city of Quebec, merchants, were Defendants, *mis en cause*, to wit :

A land of one arpent and four perches in front by twenty five arpents in depth, the whole more or less, situate in the parish of L'Isle-aux-Coudres, in the Cap à la Branche range, being Nos. 123 and 124 of the official cadastre of the parish of L'Isle-aux-Coudres ; bounded to the north east by the rectangular line of the Cap à la Branche range, to the south west partly by Séraphin Perron and partly by Gabriel Perron, to the south by Monique Tremblay, widow of the late Germain Demeule or his representatives, to the north by Cyprien Desgagners—with a barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of L'Isle-aux-Coudres, on the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of September next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Shérif.
Malbaie, 14th June, 1886. 2184
[First published, 19th June, 1886.]

VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } **B**ASILICE LABERGE, widow No. 566. } **B** of Joseph Bergeron, in his lifetime, farmer, of the parish of Sainte Agnès, of the parish of Saint Jérôme du Lac Saint-Jean ; against **EMILE LABERGE**, farmer, of the parish of Sainte Agnès, in his quality of tutor appointed in due course of law to the minor children of the late Ferdinand Bergeron, to wit :

A land situate in the parish of Sainte-Agnès,

deuxième concession des Lacs, étant le lot No. 363, du cadastre officiel de la paroisse Sainte-Agnès; bornée vers le nord ouest au lot No. 362, vers le nord est au fronton des première et deuxième concessions des Lacs, vers le sud-est au lot No. 364, et vers le sud-ouest à la profondeur de la deuxième concession susdite, mesurant en front trois arpents et neuf pieds sur quarante arpents de profondeur—avec toutes les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances. Sujet la dite terre, à la rente et pension viagère, en faveur de la demanderesse, de cinquante-cinq piastres par année, payable en trois paiements égaux de dix-huit piastres et trente trois centins et demi, d'avance, les premier janvier, mai et septembre de chaque année, à commencer le premier janvier prochain (1887), la dite rente créée par acte de donation de la demanderesse et de feu Joseph Bergeron à feu Ferdinand Bergeron, en date du seize août mil huit cent soixante et six, et être accordée à la demanderesse par le jugement de cette cour.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse Sainte-Agnès, le VINGT-UNIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de septembre prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, ce 8 juillet 1886. 2465 2
[Première publication, 17 juillet, 1886.]

second concession des Lacs, being lot No. 363, of the official cadastre of the parish of Sainte Agnès; bounded towards the north west by lot No. 362, towards the north east by the frontage of the first and second concession des Lacs, towards the south east by lot No. 364, and towards the south west by the depth of the second concession aforesaid, measuring in front three arpents and nine feet by forty arpents in depth—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. The said land subject to the life rent and pension in favor of the plaintiff of fifty five dollars per annum, payable in three equal payments of eighteen dollars and thirty three and a half cents, in advance, on the first of January, May and September in each year, to commence on the first of January next (1887), the said rent created under a deed of donation by the plaintiff and the late Joseph Bergeron to the late Ferdinand Bergeron, dated the sixteenth of August, one thousand eight hundred and sixty six, and granted to the plaintiff by judgment of this court.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Agnès, on the TWENTY FIRST day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty seventh day of September next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Malbaie, 8th July, 1886. 2466
[First published, 17th July, 1886.]

Ventes par le Shérif—St. François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six ours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Saint-François, à savoir: } DONALD MORRISON, journalier, du canton de Whitton, dans le district de Saint-François, Demandeur; contre les terres et tenements de MURDO MORRISON, du même lieu, Défendeur, à savoir:

Ces étendues de terre sises et situées dans le dit canton de Whitton, et plus particulièrement connues et désignées comme étant les lots numéros soixante-quinze et soixante-seize, dans le rang numéro un, au nord-est du dit canton de Whitton, contenant chacun cinquante acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendues au bureau du registraire de la division d'enregistrement du comté de Compton, au village de Cookshire, dans le dit district, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour d'octobre prochain.

G. F. BOWEN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 13 juillet 1886. 2497 2
[Première publication, 17 juillet 1886.]

Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Saint Francis, to wit: } DONALD MORRISON, of the township of Whitton, in the district of Saint Francis, laborer, Plaintiff; against the lands and tenements of MURDO MORRISON, of the same place, Defendant, to wit:

Those certain tracts or parcels of land situate and being in the said township of Whitton, and more particularly known and designated as being the lots number seventy five and seventy six, in the range number one, north east of the said township of Whitton, containing each one of them fifty acres of land in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the village of Cookshire, in said district, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixth day of October next.

G. F. BOWEN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 13th July, 1886. 2498
[First published, 17th July, 1886.]

Ventes par le Shérif-St. Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—Saint Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } JEAN FRANÇOIS-XAVIER BEI-

QUE, écuyer, médecin, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Rouville, dans le district de Saint-Hyacinthe, Demandeur; contre HUBERT DESAUTES, tanneur, de la paroisse de Saint-Hilaire, dans le dit district, Défendeur, à savoir:

Un emplacement sis en la paroisse de Saint-Hilaire, en la troisième concession, de forme irrégulière, de la contenance d'un arpent, plus ou moins en superficie; tenant devant au chemin public, en profondeur à une rue, du côté nord-est à Thomas Edmond Campbell, et de l'autre côté à François Fontaine—avec une maison, étable, boutique de tanneur et autres bâtisses dessus érigées. Le dit emplacement étant le numéro trois cent cinquante-deux (352), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Hilaire.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hilaire, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le trentième jour d'octobre 1886.

L. S. ADAM,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 9 août 1886 2765
[Première publication, 14 août 1886.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas, toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être opposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } DEMOISELLE MARIE ROBICHON,
No. 401. }
Demanderesse; contre OLIVIER NEAULT et al.,
Défendeurs.

Sheriff's Sales.—St. Hyacinthe.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: } JEAN FRANÇOIS-XAVIER BEI-

QUE, esquire, physician, of the parish of Saint Jean Baptiste de Rouville, in the district of Saint Hyacinthe, Plaintiff; against HUBERT DESAUTES, tanner, of the parish of Saint Hilaire, in the said district, Defendant, to wit:

An emplacement situate in the parish of Saint Hilaire, in the third concession, of irregular form, containing one arpent more or less in superficie; bounded in front to the public road, in depth to a street, on the north east side to Thomas Edmond Campbell, and on the other side to François Fontaine—with a house, stable, tanner shop and other buildings thereon erected. The said emplacement being the number three hundred and fifty two (352), of the official plan and book of reference for the said parish of Saint Hilaire.

To be sold at the church door of the parish of Saint Hilaire, on the NINETEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the thirtieth day of October, 1886.

L. S. ADAM,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinthe, 9th August, 1886. 2766
[First published, 14th August, 1886.]

Sheriff's Sales—Three Rivers.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler afin de distraire afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the said Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } MISS MARIE ROBI-
No. 401. } CHON, Plaintiff;
against OLIVIER NEAULT et al., Defendants.

Comme appartenant à Olivier Neault, un des dits défendeurs.

Une terre sise et située dans la paroisse Saint-Maurice, sur le rang Saint-Félix, connue et désignée sous le numéro sept cent soixante et un (761), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Champlain, pour la dite paroisse Saint-Maurice.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Maurice, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour de septembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 13 juillet 1886. 2479 2
[Première publication, 17 juillet 1886.]

As belonging to Olivier Neault, one of the said defendants.

A land situate and being in the parish of Saint Maurice, in the Saint Félix range, known and designated under number seven hundred and sixty one (761), on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Saint Maurice.

To be sold at the church door of the parish of Saint Maurice, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of September next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 13th July, 1886. 2480
[First published 17th July, 1886.]

INDEX DE LA GAZETTE OFFICIELLE No. 33.

ANNONCES NOUVELLES.

Pages.

BILLS RÉCEMMENT SANCTIONNÉS :

Chap. 14, pour amender le code de procédure civile.....	1620
Chap. 21, pour amender le code municipal.....	1619
Chap. 25, pour amender la loi concernant l'Instruction Publique.....	1619

FAILLIS :

Cession :

Gingras & Morel.....	1628
----------------------	------

Dividende :

David.....	1628
------------	------

Nomination de curateur :

Gascon.....	1628
Gascon.....	1629
Gingras & Morel.....	1628
Reid et al.....	1628

LETRES PATENTES, DEMANDE DE :

Quebec Worsted Co.....	1625
------------------------	------

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :

Clarendon.....	1618
Grand Rang.....	1618
Howick.....	1619
Marston.....	1618
Village du Lac Weedon.....	1619

NOMINATIONS :

Commissaires d'écoles :

Barford.....	1616
Gaspé.....	1616
Ottawa.....	1617
Portneuf.....	1616
Richmond.....	1616
Saint-Paul de la Croix.....	1616
Témiscouata.....	1617

Bureau Examineurs Protestants :

Montréal.....	1615
---------------	------

Juges de Paix :

Montréal.....	1616
Québec.....	1615
Saint-François.....	1616

Régistrateur :

Ottawa.....	1615
-------------	------

INDEX OF THE OFFICIAL GAZETTE No. 33.

NEW ADVERTISEMENTS.

Pages.

APPOINTMENTS :

Justices of the peace :

Montreal.....	1616
Quebec.....	1615
Saint Francis.....	1616

Protestant Board Examiner :

• Montreal.....	1615
-----------------	------

Registrar :

Ottawa.....	1615
-------------	------

School Commissioners :

Barford.....	1616
Gaspé.....	1616
Ottawa.....	1617
Portneuf.....	1616
Richmond.....	1616
Saint Paul de la Croix.....	1616
Témiscouata.....	1617

School Trustees :

Chateauguay.....	1616
Kingsey.....	1616
Ottawa.....	1616
Two Mountains.....	1616

BILLS RECENTLY SANCTIONED :

Chap. 14, Act to amend the code of civil procedure.....	1620
Chap. 21, Act to amend the municipal Code.....	1619
Chap. 25, Act to amend the law respecting Public Instruction.....	1619

CROWN LANDS :

Notice of cancellation, &c.

Alma Island.....	1621
Bourget.....	1621
Delisle.....	1621
Jonquière.....	1621
Labarre.....	1621
Price.....	1621
Simard.....	1621
Wentworth.....	1621

INSOLVENTS :

Appointment of curator :

Gascon.....	1628
Gascon.....	1629
Gingras & Morel.....	1628
Reid et al.....	1628

Syndics d'écoles :

Chateauguay.....	1616
Deux Montagnes.....	1616
Kingsey.....	1616
Ottawa.....	1616

Officiers Publics inhabiles à agir comme
consuls d'un état étranger, circulaire. 1618

RATIFICATION :

Hon. Jos. Masson	1633
------------------------	------

SEPARATION DE BIENS :

Morette vs. Varnier.....	1625
--------------------------	------

FERRES DE LA COURONNE :

Avis de cancellation, etc.

Bourget.....	1621
Delisle.....	1621
Ile Alma.....	1621
Labarre.....	1621
Price.....	1621
Simard.....	1621
Wentworth.....	1621

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEAUHARNOIS :

Brodeur <i>et al.</i> vs. Hainault.....	1635
---	------

BEDFORD :

Crothers vs. Vaughan.....	1636
Steel vs. Lambert.....	1636

IBERVILLE :

Carreau vs. Mailloux <i>et al.</i>	1637
--	------

MONTMAGNY :

Dechêne vs. Gauvin	1639
--------------------------	------

MONTREAL :

Banque du Peuple vs. Trudel <i>et al.</i>	1641
Finn vs. Dickenson.....	1641
Rogers vs. Bury.....	1642

QUÉBEC :

Brochu vs. McCaffry.....	1617
Cull vs. Vachon.....	1617
Cull vs. Ritchie <i>et al.</i>	1648
Heighan vs. Benson <i>et al.</i>	1650

SAGUENAY :

Audet vs. Boily	1654
Gauthier vs. Gauthier.....	1654

SAINT-HYACINTHE :

Béique vs. Desautels.....	1657
---------------------------	------

2821

Assignment :

Gingras & Morel.....	1623
----------------------	------

Dividend :

David.....	1628
------------	------

LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR :

Quebec Worsted Co.....	1625
------------------------	------

Public officers ineligible to act in a consular
capacity for a foreign state..... 1618

RATIFICATION :

<i>Ex parte</i> : Hon. Jos. Masson	1633
--	------

SCHOOL MUNICIPALITIES :

Clarendon.....	1618
Grand Rang.....	1618
Howick.....	1619
Marston.....	1618
Village of Lake Weedon.....	1619

SEPARATION AS TO PROPERTY :

Monette vs. Vannier.....	1625
--------------------------	------

SHERIFF'S SALES :

BEAUHARNOIS :

Brodeur <i>et al.</i> vs. Hainault.....	1635
---	------

BEDFORD :

Crothers vs. Vaughan.....	1636
Steel vs. Lambert.....	1636

IBERVILLE :

Carreau vs. Mailloux <i>et al.</i>	1637
--	------

MONTMAGNY :

Dechêne vs. Gauvin.....	1639
-------------------------	------

MONTREAL :

Banque du Peuple vs. Trudel <i>et al.</i>	1641
Finn vs. Dickenson.....	1643
Rogers vs. Bury.....	1642

QUÉBEC :

Prochu vs. McCaffry.....	1617
Cull vs. Vachon.....	1617
Cull vs. Ritchie <i>et al.</i>	1648
Heighan vs. Benson <i>et al.</i>	1650

SAGUENAY :

Audet vs. Boily.....	1654
Gauthier vs. Gauthier.....	1654

SAINT HYACINTHE :

Béique vs. Desautels.....	1657
---------------------------	------

2822

